



AfriK4R

INITIATIVE DE L'AFRIQUE POUR LES RESULTATS

De la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion Axée sur les Résultats de Développement Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

RECUEIL D'ÉTUDES DE CAS SUR LES JEUNES ET LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

INITIATIVE DE L'AFRIQUE POUR LES RESULTATS

*De la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion Axée
sur les Résultats de Développement à la Fondation pour le
Renforcement des Capacités en Afrique*



RECUEIL D'ÉTUDES DE CAS SUR LES JEUNES ET LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Avec l'appui de :



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS EN AFRIQUE
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

<http://afrik4r.org>

Ce rapport est élaboré par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) dans le cadre de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD). Les résultats, interprétations et conclusions issus de cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Conseil d'administration ou du Conseil des gouverneurs de l'ACBF.

Cette publication a été produite avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement.

L'ACBF ne garantit pas l'exactitude des données de ce rapport.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, électronique, mécanique, photocopie ou autre, sans autorisation écrite préalable de l'ACBF.

2017 Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2, Fairbairn Drive, Mt. Pleasant, Harare, Zimbabwe
The African Capacity Building Foundation
Tous droits réservés

ISBN: 978-1-77937-086-0
EAN: 9781779370860

Scannez ce code QR pour plus de publications de l'AfCoP



Remerciements

Ce recueil a été préparé par une équipe dirigée par le département « Connaissances et Apprentissage » (K&L) de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), sous la supervision générale de son Secrétaire exécutif, le professeur Emmanuel Nnadozie. La production de ce recueil a bénéficié de l'appui et des contributions de tous les autres départements de la Fondation. Nous exprimons notre profonde gratitude à tous les collègues.

Ce recueil est une œuvre conjointe de l'ACBF et de la Banque africaine de développement (BAD), dans le cadre des activités de la Communauté africaine de pratiques sur la gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP-GRD). Il a pour objectif de résumer les bonnes pratiques et les principaux résultats stratégiques sur la GRD. Les produits de connaissances de l'AfCoP qui font l'objet d'une large diffusion sont disponibles sur le site Internet de l'initiative « Afrique pour les résultats » à l'adresse suivante : <http://afrik4r.org>.

Thomas C. Munthali, Directeur du département K&L, a dirigé la rédaction du recueil, avec l'assistance de Frejus Thoto, Barassou Diawara, Robert Nantchouang et du personnel du Département K&L. Nous remercions particulièrement Yvon Saroumi qui a apporté une contribution substantielle à la rédaction du recueil, en sa qualité d'expert sur les questions de jeunesse en Afrique.

La Fondation exprime sa gratitude à tous les membres de l'AfCoP et aux experts qui ont appuyé l'élaboration des études de cas de 2012 à 2017. Ce recueil n'aurait pas été publié sans leur soutien. L'ACBF adresse ses remerciements à la BAD pour sa contribution financière à travers l'initiative « Afrique pour les résultats », qui a permis la production des études de cas et du recueil.

La Fondation tient aussi à exprimer sa gratitude aux membres de l'AfCoP, aux institutions partenaires de l'ACBF et à toutes les personnes qui ont apporté des contributions importantes à la rédaction de ce produit. Les points de vue et les opinions exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'ACBF, encore moins celle de son Conseil des gouverneurs, de son Conseil d'administration ou celle de la Direction ou du Conseil d'administration de la BAD.

Liste des sigles et acronymes

ACBF	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
AfCoP	Communauté Africaine de Pratiques
ASS	Afrique Subsaharienne
ASWAp	Vaste approche du secteur agricole
BAD	Banque Africaine de Développement
BPC	Concours de plans d'entreprise
BVIS	Projet d'irrigation de la vallée de Bwanje
CABS	Société immobilière d'Afrique centrale
CBZ	Commercial Bank of Zimbabwe
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
DEL	Diode Electroluminescente
DFID	Ministère du développement international
GRD	Gestion axée sur les Résultats de Développement
HSSR	Hygiène Sexuelle et à la Santé de la Reproduction du pays
JKUAT	Université Jomo Kenyatta d'Agriculture et de Technologie
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
NANGO	Association Nationale des Organisations Non Gouvernementales
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
PIB	Produit Intérieur Brut
PISA	Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SIDA/VIH	Syndrome d'Immunodéficience Acquise /Virus de l'Immunodéficience Humaine
SMI	Initiative pour une maternité sans risques
HSR	Hygiène Sexuelle et Santé de la Reproduction
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TIMSS	Tendances de l'enquête internationale sur l'enseignement des mathématiques et des sciences
YOUWIN	Innovations des jeunes entrepreneurs du Nigéria
ZYC	Conseil de la jeunesse du Zimbabwe

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iiiv
Liste des sigles et acronymes	iv
SYNOPSIS	vi
1. INTRODUCTION	1
2. QUESTIONS DE JEUNESSE DANS LE CONTEXTE DE LA GRD EN AFRIQUE	1
3. ETUDES DE CAS	4
THEME 1: ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET INITIATIVES D'EMPLOI EN AFRIQUE	5
Etudes de cas 1: Evans Wadongo: jeune entrepreneur kényan prospère en matière d'innovation énergétique	5
Etude de cas 2: Patrick Ngowi: jeune entrepreneur tanzanien prospère en matière de solutions d'énergie solaire	9
Etude de cas 3: Analyse de la réponse stratégique du Nigéria au chômage des jeunes : entreprise innovante des jeunes au Nigéria (YOUWIN)	12
Etude de cas 4: Emploi des jeunes par le développement de l'agriculture : le cas du Malawi	16
Étude de cas 5: Eude du chômage des jeunes en milieu urbain dans les zones résidentielles de Mufakose et Mbare à Harare au Zimbabwe	18
Etude de cas 6: Stratégies novatrices pour l'accroissement de l'employabilité des jeunes : le cas du Kenya	21
THEME 2: METTRE EN BRANLE LE POTENTIEL DES JEUNES ET LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE	25
Etude de cas 7: Participation des jeunes à la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (GRD)	25
Etude de cas 8: Solutions basées sur la téléphonie mobile en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile en Afrique : enseignements tirés du Cameroun	29
Etude de cas 9: Le système éducatif dans la croissance et la transformation de l'Afrique : leçons apprises de UWEZO en Afrique de l'Est	32
Etude de cas 10 : Interventions en matière d'hygiène sexuelle et santé de la reproduction chez les jeunes en Tanzanie : Résultats d'organisations de la société civile	35
4. CONCLUSION	39
Annexe : MATRICE DES ETUDES DE CAS	41

SYNOPSIS

Le continent africain a connu une explosion démographique sans précédent au niveau de sa population de jeunes. La moitié de la population a moins de 25 ans et de 2015 à 2035, 500 000 jeunes gens âgés de 15 ans viendront annuellement s'y ajouter. Bien que les pays africains aient bénéficié d'une croissance rapide de leur Produit Intérieur Brut (PIB) au cours des dix dernières années, le taux de chômage des jeunes reste élevé. La croissance de la quasi-totalité des pays repose encore sur les produits de base pour ce qui est de leurs exportations et l'inaptitude de cette croissance à réduire la pauvreté est manifeste dans plusieurs d'entre eux. Le taux de chômage des jeunes africains augmente par conséquent, exacerbé par l'absence d'industries qui pourraient employer un grand nombre. Bien qu'une proportion significative de ces jeunes soit mieux éduquée, bon nombre sont au chômage ou sous employés dans l'économie informelle, ce qui s'explique en partie par la disparité entre les compétences que les jeunes en quête d'emploi ont à offrir et celles que recherchent les employeurs. De manière générale, les barrières à l'emploi des jeunes comprennent l'absence de création d'emplois, la vulnérabilité des jeunes aux licenciements lorsque la croissance économique faiblit, le coût élevé de la main-d'œuvre ou leurs aspirations salariales irréalistes, la discrimination (attitudes négatives à l'égard de jeunes travailleurs inexpérimentés), le faible accès à la formation de base (y compris l'absence de compétences du fait d'une expérience professionnelle limitée et donc peu d'accès à la formation en cours d'emploi) ainsi que l'inadéquation des politiques gouvernementales visant à accompagner pleinement l'autonomisation des jeunes. Le chômage de ces derniers est particulièrement élevé chez les femmes en raison des attentes culturelles de mariage, de prestations

de soins et de travaux ménagers. Bien que la démographie contribue grandement à ce chômage, celui-ci se révèle aussi structurellement, géographiquement et socialement complexe.

Des organismes gouvernementaux, Organisations de la Société Civile (OSC), agences internationales de développement, etc., lancent des initiatives à travers le continent en vue d'accroître le nombre de jeunes dans la population active et l'entrepreneuriat. Certaines de ces initiatives sont novatrices et méritent d'être partagées avec les praticiens et les décideurs afin de faciliter leur réplique. Dans ce cadre, la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) avec la Communauté Africaine de Pratiques pour la Gestion axée sur les résultats de Développement (AfCoP-GRD) ont conduit des études de cas sur ses initiatives qui sont regroupées dans ce recueil. Ce recueil sur les jeunes et la GRD, qui se veut une référence des initiatives réussies dans différentes régions du continent, a été élaboré en vue d'aider les pays africains à répéter et/ou intensifier les initiatives réussies. Le recueil a formulé les recommandations suivantes : mettre l'accent sur l'intégration des jeunes dans les processus politiques aux plans national, régional et international en renforçant les programmes de jeunes existants ; améliorer l'éducation des jeunes et leur emploi afin de tirer profit des opportunités de croissance économique associées au dividende démographique et appuyer l'entrepreneuriat des jeunes pour la création d'emplois. En outre, les pays africains devraient être accompagnés par les institutions coordonnant le renforcement des capacités sur le continent de manière à ce qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes bien ciblés et à impact sur les enjeux pressants auxquels les jeunes sont confrontés.

1. INTRODUCTION

L'Agenda 2063 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Afrique offrent une occasion unique d'intégrer les politiques de jeunesse dans des stratégies globales de développement durable. Après tout, l'amélioration des résultats à travers des politiques appropriées d'emploi des jeunes et sociales est fondamentale à des sociétés inclusives et durables ainsi qu'à la réalisation des ODD. À cet égard, les quatre (4) objectifs stratégiques¹ de la déclaration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la justice sociale et une mondialisation équitable adoptée en 2008 et évaluée en 2016, peuvent aider à élaborer et influencer sur les stratégies nationales d'emploi des jeunes, combattre les déficits du travail décent, s'attaquer à la pauvreté et à l'inégalité et les doter des moyens de réaliser un avenir plus équitable et prospère (OIT 2016). Les jeunes, d'après la définition de l'Union Africaine, constituent la tranche d'âge entre 15 et 35 ans et qui représente une ressource pour la société et la population active du continent. Par conséquent, s'attaquer aux défis sociaux et du marché du travail auquel les jeunes sont confrontés est impératif, non seulement pour leur bien-être mais également pour assurer une croissance durable et inclusive et une cohésion sociale améliorée sur le continent. Des initiatives sont lancées à travers le continent par des organismes gouvernementaux, organisations de la société civile, agences internationales de développement, etc., en vue d'accroître le nombre de jeunes dans la population active et

l'entrepreneuriat. Certaines de ces initiatives sont novatrices et méritent d'être partagées avec les praticiens et les décideurs afin de les amener à les exécuter dans leurs régions. Par conséquent, la Communauté africaine de pratiques pour la gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP-GRD) en a documenté certaines afin de tirer profit du savoir généré. Dix (10) études de cas ont été conduites ciblant différentes approches et secteurs capables de prendre en charge les questions de jeunesse.

Le document est organisé en cinq (5) sections. La section 2 discute des questions de jeunesse et de GRD en Afrique. A la section 3 sont résumées les études de cas classées par thème. La section 4 conclut le recueil et recommande des orientations et des impératifs de capacités. La matrice des études de cas figure à la section 5.

2. QUESTIONS DE JEUNESSE DANS LE CONTEXTE DE LA GRD EN AFRIQUE

L'Afrique subsaharienne a une occasion sans précédent. D'après Filmer *et al.* (2014), la moitié de sa population a moins de 25 ans et, entre 2015 et 2035, 500 000 jeunes de 15 ans viendront annuellement s'y ajouter. Bien que les pays africains aient bénéficié d'une croissance rapide de leur Produit Intérieur Brut (PIB) au cours des dix (10) dernières années, le taux de chômage des jeunes (15-24 d'âge) y reste plus élevé qu'ailleurs au monde (BAD, OCDE, PNUD et CEA, 2012).

²(i) Améliorer l'emploi en créant un environnement institutionnel et économique durable, (ii) élaborer et mettre l'accent sur les mesures de protection sociale-sécurité sociale et protection des travailleurs-qui soient durables et adaptées aux circonstances nationales, (iii) promouvoir le dialogue social et le tripartisme et (iv) respecter, promouvoir et réaliser les principes et droits fondamentaux au travail (OIT, 2008).

A titre d'exemple, Filmer *et al.* (2014) notent que la croissance de la quasi-totalité des pays africains est tributaire des produits de base et que l'incapacité de cette croissance à réduire la pauvreté est manifeste dans plusieurs pays y compris l'Angola, le Gabon et le Nigeria, dotés de pétrole, et notable dans d'autres comme le Mozambique et la Zambie. Par conséquent, le chômage des jeunes s'aggrave, exacerbé par l'absence d'industries qui pourraient en employer un grand nombre. Bien que les pays d'Afrique du Nord par exemple aient mis en œuvre beaucoup de politiques et programmes visant à s'attaquer au chômage des jeunes, la région détient le taux de chômage le plus élevé (31,4 %) d'Afrique (Banque Mondiale, 2014), lequel devrait se situer à 29,3 % en 2016 et 29,2 % en 2017 (OIT, 2016). Il devrait poursuivre sa baisse en Afrique subsaharienne ; baisse amorcée en 2012 pour atteindre 10,9 % en 2016 et légèrement 10,8 % en 2017 (OIT, 2016).

Malgré l'accroissement du pourcentage des jeunes ayant reçu un enseignement secondaire et supérieur, bon nombre chôment ou sont sous-employés dans l'économie informelle, ce qui s'explique en partie par l'inadéquation entre les compétences que les jeunes demandeurs d'emploi ont à offrir et celles que recherchent les employeurs (ACBF, 2016). Les barrières à l'emploi des jeunes comprennent l'absence de la création d'emplois, leur vulnérabilité aux licenciements lorsque la croissance économique faiblit, le coût élevé de la main-d'œuvre ou leurs aspirations salariales irréalistes, la discrimination (attitudes négatives à l'égard de jeunes travailleurs inexpérimentés), faible accès à la formation de base (y compris l'absence de compétences du fait d'une expérience professionnelle limitée et donc peu d'accès à la formation en cours d'emploi) ainsi que des politiques gouvernementales qui découragent

le travail (BAD, OCDE, PNUD et CEA, 2012). Dans le même ordre d'idées, l'ACBF (2016) a identifié la démographie comme étant un important contributeur au chômage des jeunes Africains, lequel est également complexe aux plans structurel, géographique et social. Structuellement, la plupart des jeunes ont des emplois faiblement rémunérés, des heures longues, un faible niveau de sécurité personnelle et professionnelle et aucune protection sociale. Au plan géographique, le chômage des jeunes se constate entre les milieux urbains et ruraux. Socialement, le chômage diffère également en fonction du niveau d'éducation et du genre. Il est plus élevé chez les jeunes moins éduqués et les femmes (OIT, 2012). Il est particulièrement considérable chez les femmes (García et Fares, 2010 ; OIT, 2012 ; Honwana, 2012) en raison des aspirations culturelles de mariage, de prestation de soins et des travaux ménagers (Okojie, 2003 ; OCDE, 2012 ; OIT, 2015 ; ACBF, 2016).

La pauvreté et la qualité de l'emploi continuent d'avoir un effet disproportionné sur les jeunes. En Afrique du Nord par exemple, un jeune actif sur quatre vivait en 2016 dans une pauvreté extrême ou modérée (OIT, 2016), une amélioration considérable par rapport à 1991 quand près de la moitié des jeunes employés vivait dans la pauvreté. Cependant, depuis 2012, il n'y a eu pratiquement aucun signe de baisse de ce taux, même si l'écart entre jeunes et adultes soit relativement faible. De manière générale, l'Afrique subsaharienne continue d'enregistrer des taux de pauvreté les plus élevés chez les jeunes actifs, près de 70 % en 2016 (OIT, 2016). Même si ce taux a baissé de dix (10) points depuis 1991, il est important de ne pas oublier que le nombre des jeunes actifs pauvres a augmenté de près de 80 % depuis (OIT, 2016). Il s'y ajoute que les jeunes actifs de la région

sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les adultes (OIT, 2016). Sur la base de ce qui précède, les enjeux de l'emploi des jeunes restent déconcertants. Toutefois, la jeunesse dynamique de l'Afrique représente une énorme opportunité, notamment en ce moment où les populations vieillissent rapidement dans d'autres parties du monde.

L'explosion démographique des jeunes du continent offre beaucoup de possibilités. Premièrement, les biens et services du monde ne peuvent être produits sans une main-d'œuvre en âge actif. L'Afrique subsaharienne peut être le principal pourvoyeur de main-d'œuvre, soit en produisant les biens et services sur le continent ou en envoyant des travailleurs dans des régions où il en manque. Deuxièmement, les salaires afférents à la production proprement dite des autres régions augmentent. La population active de l'Afrique devrait se mettre en lice pour ces emplois. Enfin, la concentration de plus en plus grande de travailleurs en milieu urbain peut être une source d'innovation et de croissance économique rapide (Banque Mondiale, 2008). Les jeunes seront à l'avant-garde de ces développements.

En l'absence d'emplois salariés formels, les jeunes ont trouvé des moyens novateurs de s'exprimer et d'exploiter leurs talents et potentiel dans bon nombre de secteurs dont le secteur informel. Celui-ci restera pendant des décennies un important employeur des jeunes avec leur arrivée massive sur le marché du travail chaque année et la faible transformation structurelle de la plupart des économies africaines, notamment pour ceux d'entre eux moins qualifiés et moins instruits. Il faut par conséquent changer de pensée politique à travers le continent. Il est impératif que les

décideurs joignent leurs efforts afin d'accroître la productivité (et, partant, les gains) dans le secteur informel plutôt que de privilégier toujours exclusivement le secteur salarié formel. À cet égard, ils doivent apprendre et travailler avec les jeunes afin de permettre la variabilité dimensionnelle de certaines de leurs initiatives (Fox *et al.* 2016). Les jeunes cherchent de plus en plus à maîtriser leur sort économique avec un esprit d'entreprise élevé—même si la survie et la croissance en affaires reste un défi pour beaucoup. Les jeunes sont aujourd'hui disposés (mais pas nécessairement capables) de mettre leur ingéniosité et leurs ressources à leur disposition et à la disposition de leurs communautés. Par ailleurs, il y a un autre avantage à privilégier l'entrepreneuriat des jeunes : les jeunes entrepreneurs sont plus susceptibles d'employer d'autres jeunes que les adultes. Ils sont aussi actifs dans des secteurs à croissance élevée (Amoros *et al.* 2013). Les décideurs politiques reconnaissent de plus en plus que les interventions à l'échelle du système (tels que les mesures d'impulsion et de stabilisation, les interventions en matière d'éducation, les infrastructures, etc.) n'aident pas les jeunes à la vitesse et la certitude qu'il faut. Ils constatent au contraire, que les vulnérabilités spécifiques à l'emploi des jeunes peuvent être traitées à travers des interventions micro politiques avec des résultats plus rapides et admettent que la politique publique devrait servir à intervenir là où les échecs du marché conduisent à de faibles résultats sociaux pour les jeunes. Certaines solutions au défi de l'emploi des jeunes, notamment les micro interventions ciblant les ménages et les individus, sont si prometteuses qu'elles demandent et justifient une plus grande attention qu'elles ne l'ont été au cours des dernières années (SAYE, 2015). Dans le même ordre d'idées, l'ACBF (2016) a été d'avis que le chômage des jeunes requiert des

interventions à long terme, délibérées, mieux ciblées et coordonnées. Pour cela, il faut des approches du développement rural intégrées, globales et à long terme qui offrent un cadre juridique dynamique, jugulent la migration et veillent à ce que les systèmes éducatifs offrent des compétences compétitives.

3. ETUDES DE CAS

Certaines études de cas ont été élaborées de 2012 à 2017 sur les questions de jeunesse au sein de la Communauté africaine de pratiques pour la

gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP–GRD). La présente section en donne un résumé et révèle les facteurs d'échec et de réussite qui les rendent intéressantes à partager avec les praticiens et les décideurs. Les études de cas sont présentées en deux (2) principaux domaines thématiques :

- Entreprenariat des jeunes et initiatives d'emploi en Afrique ;
- Mettre en branle le potentiel des jeunes et le dividende démographique en Afrique.



THEME 1: ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET INITIATIVES D'EMPLOI EN AFRIQUE

Etudes de cas 1 : Evans Wadongo :

jeune entrepreneur kényan prospère en matière d'innovation énergétique

Contexte

L'énergie est un facteur crucial pour la réduction de la pauvreté (Doczi *et al.*, 2013). En disposer permet aux populations de cuisiner, chauffer leur maison, utiliser les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et bénéficier de meilleurs services de santé et d'éducation (PNUD, 2005). Elle permet de gagner sa vie ; élargit les moyens d'existence et renforce la résilience face aux défis économiques, sociaux et environnementaux (Doczi *et al.*, 2013). Malheureusement, l'accès à l'énergie, notamment l'électricité est très faible dans les pays africains, impactant tous les secteurs de développement. Les défis du secteur énergétique comprennent les barrières à l'intensification de l'accès et l'utilisation des énergies renouvelables. Watson *et al* (2012) a qualifié les barrières à l'accès à l'énergie d'économiques, techniques, politiques/institutionnelles et socioculturelles mais soutient qu'elles doivent être considérées de façon intégrée car étant étroitement liées. Pour les ménages les plus démunis des pays en développement, disposer de l'énergie à des prix abordables est une barrière. Le

coût des nouvelles connexions ou de l'équipement ou les coûts récurrents des services énergétiques comme les charges mensuelles, empêchent ces ménages d'utiliser l'énergie moderne (Doczi *et al.*, 2013). Cette histoire présente Evans Wadongo qui a conçu une lampe solaire à faible coût, créé une société, et élaboré un modèle de gestion qui a réussi malgré le fait que ses principaux clients soient les ménages à faibles revenus.

L'étude de cas vise à rendre publique l'histoire de l'entreprise réussie qui a propulsé Evans Wadongo, d'un simple innovateur à l'un des meilleurs jeunes entrepreneurs d'Afrique. Elle mérite également d'être partagée avec les jeunes Africains afin de les inspirer et de les engager à l'entrepreneuriat pour la transformation structurelle de l'Afrique.

Activités et résultats

De manière générale, les ménages démunis sans électricité consacrent la plupart de leurs revenus au pétrole lampant qui affecte leur santé. La lampe

à pétrole émet une lumière trop faible pour toute une maison. Evans Wadongo a vu beaucoup d'enfants quitter l'école parce que punis pour n'avoir pas fait leurs devoirs. À ce jour, beaucoup d'enfants ayant un accès limité aux lampes abandonnent l'école en milieu rural parce qu'ils sont incapables d'étudier et de suivre le rythme des autres enfants. Il a également constaté beaucoup de brûlures, dans les maisons, causées par le pétrole. En outre, le recours à ce type de lampe a des conséquences négatives sur la santé puisque les enfants font face directement à la lanterne pour profiter de la lumière.

Ainsi, animé d'un profond désir d'aider ses concitoyens kényans, Evans, à 19 ans à peine, a eu l'idée de remplacer les lampes à pétrole par des lanternes DEL (Diode Electroluminescente) solaires. Étudiant à l'université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta, Wadongo y a vu des lampes DEL et l'idée lui est venue de les utiliser dans les petits villages pour l'éclairage. Même si ces lampes sont déjà en vente et pénètrent de plus en plus les villages des pays pauvres, Evans décida de faire la différence. Il proposa une alternative—une lanterne simple, à l'énergie solaire qu'il a appelée *Mwangabora*, qui signifie « bonne lumière » en swahili. Les lampes sont confectionnées à partir de déchets de métaux et fragments de panneaux solaires que l'on trouve localement qui permettent de charger la batterie. Un port USB, présent sur le système, permet de charger des téléphones et les radios. Les lampes solaires sont fabriquées à partir de matériaux recyclés pour au moins 50 %.

Evans s'est rendu compte que les lampes solaires aident les communautés à épargner assez afin de créer de petites affaires. Il a ensuite lancé le programme « utiliser le solaire, sauver des vies » afin de permettre aux familles de disposer d'une source de revenus réguliers après l'achat des lampes solaires. Après avoir invité les communautés à s'approprier le concept, il a mis sur pied une société dénommée GreenWize Energy qui s'est inspirée de l'aventure réussie du programme afin de générer des profits et d'aider les communautés à améliorer leurs moyens d'existence. GreenWize Energy Limited est une entreprise énergétique novatrice à vocation sociale et qui se développe rapidement, en Afrique subsaharienne et créée au Kenya.

Depuis² 2013, l'entreprise a atteint les résultats suivants :

- **Les lanternes solaires DEL *Mwangabora*, éclairent plusieurs villages en milieu rural au Kenya.** Plus de 24 000 ménages des villages à travers le pays disposent de ce type de lampes avec en moyenne cinq (5) personnes ou plus par maison qui les utilisent. ;
- **Les lanternes solaires ont permis aux villageois de créer de petites entreprises et d'améliorer leurs moyens d'existence.** L'achat des lanternes permet d'épargner l'argent qu'ils auraient consacré à l'achat du pétrole lampant pour la nourriture ou investir dans des projets générant des revenus additionnels ;
- **Le chiffre d'affaires de l'entreprise augmente lorsque la situation économique des villageois s'améliore.** Avec les

² <https://vc4a.com/ventures/greenwize-energy-ltd/>

profits provenant des nouvelles microentreprises comme celles mentionnées plus haut, les villageois qui ont acheté les premières lanternes paient plus tard et petit à petit achètent de nouveaux lots de lampes ;

- **Evans Wadongo change également les vies avec les emplois qu'il crée.** L'entreprise emploie des travailleurs pour la fabrication des lampes solaires. À l'atelier, trois (3) hommes peuvent produire 100 lampes par semaine et peuvent gagner chacun 110 \$ US pour la même période—bien au-delà du salaire minimum mensuel pour un Kényan en milieu urbain, excepté l'indemnité de logement (environ 170 \$ US) :
- **Les lanternes solaires permettent de maintenir les enfants à l'école grâce à une lumière puissante que beaucoup peuvent se partager sans menacer leur santé.** Dans les communautés ayant acquis ces lampes, les abandons scolaires au niveau du secondaire ont baissé de 7 % en 2007 à 5,3 % en 2009 et la pauvreté absolue est passée de 62 % en 2006 à 57,47 % en 2009 ;
- **L'innovation contribue à l'atténuation des changements climatiques.** L'utilisation du pétrole lampant produit de grandes quantités de gaz à effet de serre. Par conséquent, adopter les lanternes solaires est un moyen efficace d'atténuer la pression sur l'environnement ainsi que les changements climatiques.

Leçons apprises

L'histoire d'Evans Wadongo a démontré combien les Africains peuvent trouver des solutions à leurs problèmes avec des ressources locales. Bien qu'il y ait encore beaucoup à faire dans ce domaine, sa technologie contribue à trouver une solution à

l'électrification rurale au Kenya, montrant la voie à d'autres d'investir dans le secteur. Mieux, avec l'appui des politiques publiques, son modèle de gestion pourrait confirmer et conserver les avantages sociaux et économiques pour les ménages démunis. Enfin, l'énergie moderne comprenant l'électricité, une cuisson sans résidus, les technologies, etc., alors cette histoire pourrait constituer un exemple pour les interventions futures dans le secteur énergétique.

L'initiative fructueuse de Evans Wadongo nous a permis de retenir des leçons essentielles :

- les politiques de réduction d'impôt sont nécessaires pour la promotion de modèles de gestion innovants ciblant les populations à faible pouvoir d'achat ;
- une innovation intégrée a de bonnes chances de réussir dans un contexte africain, d'où l'importance d'appuyer les entrepreneurs locaux par des politiques publiques ;
- un modèle de gestion intégré peut avoir un impact positif en renforçant les capacités des Africains.

Recommandations

En termes de recommandations, l'histoire d'Evans Wadongo a montré que l'on n'insistera jamais assez sur l'appui à apporter aux innovateurs locaux. Ceci nécessite des investissements appropriés, la conception et la mise en œuvre des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation afin de former et d'outiller les jeunes innovateurs. Il est important que les gouvernements africains et les institutions régionales créent les mécanismes et cadres adéquats afin de tirer parti et d'intensifier les innovations capables de conduire la transformation de l'Afrique.

Références

- Doczi J., Dorr T., Mason N., Scott A. (2013) The post-2015 delivery of universal and sustainable access to infrastructure services to infrastructure services. Working paper, June 2013. p71
- UNDP (2005) Energizing the Millennium Development Goals: A Guide to Energy's Role in Reducing Poverty. 24p. http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/environment-energy/www-ee-library/sustainable-energy/energizing-the-mdgs-a-guide-to-energys-role-in-reducing-poverty/ENRG-MDG_Guide_all.pdf
- Watson J., Byrne R., Morgan Jones M., Tsang F., Opazo J., Fry C. and Castle-Clarke S (2012) What are the major barriers to increased use of modern energy services among the world's poorest people and are interventions to overcome these effective? CEE Review 11-004. Collaboration for Environmental Evidence: www.environmentalevidence.org/SR11004.html

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-Entrepreneur-Energy-innovations.pdf>



Etude de cas 2: Patrick Ngowi:

jeune entrepreneur tanzanien prospère en matière de solutions d'énergie solaire

Contexte

Avec une population de 51,9 millions d'habitants et un PIB estimé à 27,3 milliards de dollars américains en 2016, la Tanzanie est la deuxième économie la plus importante de l'Afrique de l'Est³. Comme dans d'autres pays africains, l'usage du téléphone mobile y a explosé au cours des dix (10) dernières années avec un taux de pénétration de 67 %⁴. À l'instar de tous les pays de l'Afrique Subsaharienne (ASS), la Tanzanie fait face à d'énormes défis pour garantir l'accès à l'énergie. La propagation du téléphone mobile a de loin dépassé celle du réseau électrique, 85 % de la population étant encore hors réseau en 2011⁵. Ce pourcentage englobe la plupart des ménages en milieu rural mais également ceux de la périphérie des grandes villes comme Arusha où le réseau est disponible mais le coût de connexion est près de 700 \$ US, et prohibitif pour beaucoup de personnes. Le pays compte des systèmes solaires domestiques capables de fournir l'électricité nécessaire à l'éclairage, aux téléphones mobiles et autres petits appareils mais le coût de connexion initial et le service après-vente empêchent

l'adoption généralisée de ces systèmes. À proprement parler, la plupart des citoyens n'ont pas accès à l'électricité. Comme solution de rechange, ils ont recours au pétrole lampant pour éclairer leurs maisons. Si la Tanzanie tient à réaliser ses objectifs de développement, l'accès à une énergie propre et abordable devrait être accru en invitant le secteur privé et en mettant au point des mécanismes novateurs. L'étude de cas présente Patrick Ngowi, un jeune entrepreneur tanzanien prospère qui a monté une entreprise de plusieurs millions de dollars à partir de l'énergie solaire—une des opportunités les plus lucratives de l'Afrique mais inexplorée. L'étude de cas vise à partager l'histoire de ce jeune entrepreneur qui est parti d'une simple idée pour devenir un des meilleurs jeunes entrepreneurs d'Afrique.

Activités et résultats

A l'âge de 15 ans et encore élève au secondaire, Patrick Ngowi s'est lancé dans la téléphonie mobile en vendant des cartes de recharge dont il a noté la rareté dans la zone. À 18 ans, il était en

³ <http://countrymeters.info/en/Tanzania/economy>

⁴ <http://www.reuters.com/article/tanzania-telecommunications-idUSL5N0XD37P20150416>

⁵ <https://www.aiche.org/chenected/2016/03/leasing-solar-power-million-rural-customers-tanzania>

plein dans le commerce des téléphones mobiles en vendant des combinés à bon marché qu'il achetait de Hong Kong. En un an, il en a vendu plus de 5000 (au prix moyen de 20 \$). Au cours de sa courte période dans le commerce des téléphones mobiles, Patrick a remarqué que beaucoup de ses clients n'avaient pas accès à l'électricité et charger les batteries des téléphones était un sérieux problème. C'est au cours de ses fréquents voyages à Hong Kong et en Chine qu'il a découvert les panneaux solaires et s'est informé pour la première fois sur les énergies renouvelables. La Tanzanie faisait face alors à de graves défis d'infrastructures énergétiques. Ce problème a été une source d'inspiration quant au potentiel de l'énergie solaire et les opportunités lucratives qu'il offre pour l'avenir de la Tanzanie et de l'Afrique. Afin de s'y préparer, Patrick s'est inscrit à l'université Dezhou en Chine où il a étudié les énergies renouvelables et alternatives (en mettant l'accent sur l'énergie solaire). Pendant qu'il était encore à Dezhou, Ngowi a monté une entreprise d'exportation informelle. Il avait auparavant noué des relations avec quelques amis dans le secteur de la construction qui lui avaient passé beaucoup de commandes.

Avant la fin de ses études, Ngowi avait eu assez de quoi se payer un chargement de matériel solaire et thermique. Il retourna à Arusha pour monter sa propre entreprise. C'est en 2007 qu'il a lancé Helvetic Solar Contractors. Sa société était la seule d'Arusha proposant des produits solaires. Ses autres concurrents étaient à Dar-es-Salaam, assez éloignée, lui donnant ainsi le marché.

Grâce à sa société et son leadership, Patrick a eu les résultats suivants :

- **Eclairer les communautés rurales en Afrique de l'Est :** la société de Patrick a installé plus de 6000 petits systèmes solaires sur les toits en Tanzanie et dans quatre (4) autres pays de la région – Kenya, Ouganda, Rwanda et Burundi – avant fin 2013 ;
- **Richesse et création d'emplois :** en 2011, la société a réalisé des revenus de 2,8 millions de dollars puis 6,8 millions de dollars en 2012. Le succès de la société de Ngowi prouve que le marché et la demande d'énergie solaire de l'Afrique sont réellement lucratifs. L'entreprise crée également et conserve des emplois décents, notamment pour les jeunes à travers ses opérations de distribution et centres de vente ;
- **Philanthropie–investir dans les autres :** Helvetic Group soutient la fondation Light for Life (L4L), une initiative qui vise à offrir des facilités d'éclairage de base aux ménages ruraux en fournissant des sources d'énergies renouvelables ;
- **Reconnaissance internationale :** l'expérience de Patrick Ngowi a impressionné la communauté internationale pour l'impact très utile que son action a eu sur les ménages démunis des zones rurales africaines ainsi que sur le travail indépendant des jeunes, la création d'emplois et de richesses. Le fondateur et président des sociétés de Helvetic Group a été plusieurs fois primé pour ses réalisations (liste Forbes des 30 meilleurs jeunes entrepreneurs d'Afrique, liste Forbes des jeunes millionnaires africains à suivre en 2013, jeune leader d'entreprise d'Afrique de l'Est de l'année 2014 par Forbes et CNBC, etc.).

Leçons apprises et recommandations

La réussite de Patrick Ngowi donne aux Africains des enseignements essentiels et des incidences politiques:

- Investir dans l'énergie solaire permet de dégager des rendements considérables et peut être une entreprise rentable. L'énergie solaire a des chances de réussir en Afrique, d'où la nécessité d'appuyer les entrepreneurs locaux par des politiques appropriées ;
- Les politiques de réduction d'impôt sont nécessaires pour la promotion des modèles de gestion innovants ciblant les populations à faible pouvoir d'achat ;
- Les entrepreneurs locaux et hommes et femmes d'affaires peuvent devenir des philanthropes locaux et réduire la dépendance à l'égard des donateurs extérieurs ;
- Un modèle de gestion intégré peut avoir un impact positif dans le renforcement des capacités des Africains avec pour résultat la transformation structurelle de l'Afrique.

Références

Aiche. (2016). Leasing Solar Power to a Million Rural Customers in Tanzania

<https://www.aiche.org/chenected/2016/03/leasing-solar-power-million-rural-customers-tanzania>

Forbes. (2013). The Young African Millionaire Lighting Up Tanzania. *Forbes*. Retrieved from

<https://www.forbes.com>

Forbes. (2013). The Young African Millionaire Lighting Up Tanzania

<http://www.forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2013/08/01/the-young-african-millionaire-lighting-up-tanzania/#1a9d0fab58de> (Mars – Avril 2016)

Light for life foundation. (2013). Helvetic Solar Founder and CEO, Patrick Ngowi, among nominees of The Nobel Prize for Young Africans – retrieved from

<https://www.light-for-life-foundation.org/hello-world/> (Avril 2016)

Reuters. (2015). Tanzanian mobile phone subscribers jump by 16 pct in 2014

<http://www.reuters.com/article/tanzania-telecommunications-idUSL5N0XD37P20150416>

Tanzania. (2016). <http://countrymeters.info/en/Tanzania/economy>

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-entrepreneur-Clean-Energy-Tanzania-AfCoP.pdf>



Etude de cas 3: Analyse de la réponse stratégique du Nigéria au chômage des jeunes :

entreprise innovante des jeunes au Nigéria (YOUWIN)

Contexte

Le chômage des jeunes au Nigéria a atteint un stade alarmant, essentiellement dû à une explosion démographique des jeunes, ce qui pourrait être perçu comme une bénédiction ou une malédiction, selon le traitement qu'en fait le gouvernement. Dans la tranche d'âge 15–24 ans, le taux de chômage est estimé à 46 % et chose plus choquante, chaque année, environ 1 million d'étudiants passent l'examen d'entrée du Comité d'admission mixte (Joint Admission Board) mais seuls 200 000 sont retenus (Bureau National de la Statistique, 2013). Afin de mieux illustrer le problème, le ministère de l'Intérieur a procédé en Mars 2014 à un recrutement au service Nigérien de l'immigration. Plus de 500 000 Nigériens ont postulé, même s'il n'y avait que 5000 postes disponibles. En réponse à cet énorme défi, le gouvernement du Nigéria est en train de mettre en place, dans le cadre de sa stratégie globale, deux (2) projets clés visant à faire face au défi du chômage dont l'un est l'entreprise innovante des jeunes du Nigéria (YOUWIN). L'étude de cas met en exergue la solution innovante proposée par le gouvernement afin de s'attaquer au chômage des jeunes à travers l'entrepreneuriat dans le but d'amener d'autres pays africains à résoudre cette question continentale.

Activités et résultats

Le programme YOUWIN est une collaboration entre le ministère des Finances, le ministère de la Communication et de la Technologie, le ministère du Développement de la jeunesse et le ministère de la promotion de la femme et du développement social. Cette collaboration a donné naissance au concours annuel de plans d'affaires pour jeunes entrepreneurs potentiels du Nigéria, conformément à la volonté du gouvernement de créer davantage d'emplois. Son principal objectif est de générer des emplois en encourageant et en appuyant les jeunes entrepreneurs potentiels à développer et mettre en place des idées d'entreprise qui déboucheront sur la création d'emplois. Le programme offre une plate-forme permettant de démontrer la perspicacité, les aptitudes et les aspirations à devenir des leaders, investisseurs et guides. Il bénéficie du soutien de la Banque Mondiale et du ministère britannique de développement international (DFID).

Le programme YOUWIN a démarré par un appel à soumission de plans d'affaires par le biais du portail Web (www.youwin.org.ng). Au cours du premier cycle en 2011, plus de 50 000 demandes ont été reçues. Après évaluation, 6000 ont été

sélectionnées, représentant également les différentes régions géographiques du pays, mais en tenant compte de la qualité des plans, le nombre de personnes que l'entreprise emploiera si elle est financée et d'autres critères. Les 6000 demi-finalistes sont ensuite formés aux rudiments de la planification, à l'élaboration de propositions, à la budgétisation, etc. Ils sont censés utiliser les leçons apprises pour étoffer leurs plans d'affaires et les soumettre à nouveau. Sur les 6000 formés, 1200 finalistes sont sélectionnés à chaque cycle afin de recevoir une subvention allant de 1 million (5900 USD) à 10 millions de naira (approximativement 59 000 USD) sur la base de l'évaluation des besoins de leur entreprise.

Lancé en 2011, le programme YOUWIN a bouclé deux (2) cycles avec 12 000 bénéficiaires directs. 6000 demi-finalistes ont été formés à chaque cycle et 1200 finalistes ont reçu des subventions afin d'appuyer leurs entreprises existantes ou nouvelles. À la différence de ce qui se fait habituellement avec les initiatives gouvernementales où les bénéficiaires des interventions sont essentiellement identifiés à l'avance et les créneaux occupés par des personnes ayant des liens avec le gouvernement, l'initiative YOUWIN a réussi à conduire deux (2) cycles sans aucun scandale car la concurrence est rigoureusement supervisée et l'évaluation effectuée par une équipe indépendante d'évaluateurs choisis à travers le pays. D'après les chiffres officiels de Décembre 2013, les finalistes ont créé au total 26 859 emplois directs dans le second cycle. Le détail de ces chiffres montre que 22 060 emplois ont été créés au premier cycle et le solde de 4799 emplois au second cycle.

Défis et enseignements tirés

Les défis et d'enseignements tirés du programme peuvent se résumer ainsi :

- **Caractère élitiste du programme**
YOUWIN : le programme est jugé élitiste car les demandes se font strictement par le Web. Avec un taux de pénétration d'Internet de 28 % au Nigéria, (UIT, 2013), tout candidat potentiel n'ayant pas accès à l'Internet est exclu ;
- **Subvention contre prêt/capitaux propres** : le programme accorde des subventions à ses 1200 lauréats à chaque cycle et non des prêts. Ceci est inquiétant, bon nombre d'analystes estimant que les propriétaires d'entreprises pourraient ne pas prendre au sérieux leurs affaires étant donné qu'ils n'ont rien à perdre si l'entreprise échoue. Dans le même ordre d'idées, le montant initial consacré au programme continuera de s'épuiser et à terme le programme deviendrait insoutenable pour le gouvernement ;
- **Nombre de bénéficiaires à chaque cycle** : compte tenu du nombre de jeunes au chômage, celui des bénéficiaires directs (1200) chaque année, est relativement faible. Même si chaque bénéficiaire est supposé employer d'autres jeunes, il n'existe actuellement aucune donnée indiquant le nombre total d'emplois générés par les bénéficiaires de YOUWIN à l'échelle nationale ;
- **Hypothèse selon laquelle le financement et la formation constituent des défis à l'innovation et à l'entrepreneuriat** : le programme YOUWIN se fonde sur l'hypothèse selon laquelle le financement et la formation sont les principaux défis de

l'entreprise. Par conséquent, il assure le financement et la formation à ses bénéficiaires. Cependant, le Nigéria évolue dans un climat économique difficile. En 2014, il était classé 147/189 pays en matière de facilitation des affaires au plan mondial (Banque Mondiale, 2014) ;

- **Définition de l'âge des bénéficiaires** : bien que le programme vise à assurer la formation et le financement des entreprises de jeunes, la détermination de l'âge des bénéficiaires (jusqu'à 45 ans) va au-delà de la définition de l'âge des jeunes. La politique nationale de la jeunesse du Nigéria situe l'âge pour les hommes et les femmes entre 18 et 35 ans qui sont citoyens de la République fédérale du Nigéria. La Charte africaine de la jeunesse corrobore également cette définition car elle définit clairement la jeunesse entre 15 et 35 ans d'âge.

Recommandations

Considérant les défis auxquels le programme est confronté, il est important que le gouvernement revisite la conception actuelle du projet :

- Subventions contre prêts/capitaux propres, notamment quand on pense à la pérennité du projet pour les années à venir ;

- Reconsidérer l'âge afin de ne privilégier que la jeunesse : il est important qu'un projet visant à s'attaquer au chômage des jeunes se concentre uniquement sur la jeunesse en vue de créer des opportunités spécifiques pour elle. L'âge requis pour prétendre aux subventions de YOUWIN, porté au-delà de 35 ans, défini par la politique nationale est inacceptable et devrait être révisé. ;
- Le nombre de bénéficiaires par cycle : il est important de l'augmenter en le portant de 1200 à 6000 à chaque cycle ou d'accroître le nombre de cycles de un (1) à quatre (4) afin d'atteindre davantage des bénéficiaires et créer plus d'emplois pour les jeunes ;
- Il serait également intéressant de comparer l'initiative YOUWIN du Nigéria à des programmes similaires à travers le continent tels que le fonds de développement de la jeunesse de la Zambie, le fonds de développement des entreprises de jeunes au Kenya et le fonds de capital-risque pour la jeunesse en Ouganda. Une telle analyse comparative permettrait de dégager les bonnes pratiques et des leçons afin d'améliorer le programme YOUWIN.

Références

- African Union. (2006). African Youth Charter Retrieved March 23, 2014
http://www.au.int/en/sites/default/files/AFRICAN_YOUTH_CHARTER.pdf
- ITU. (2013). Study of International Internet Connectivity in Sub-Saharan Africa, Page 7.
https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Documents/IIC_Africa_Final-en.pdf
- National Bureau of Statistics. (2013). 2012 National Baseline Youth Survey
- Olumhense, S. (2014). The Unemployment Crisis. Retrieved March 24, 2014.
<http://saharareporters.com/column/unemployment-crisis-sonala-olumhense>
- Ruhl, O. (2011). Youth and Governance: Is Revolution the Only Outcome, Retrieved March 21, 2014.
- World Bank. (2014). Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises.
<http://www.doingbusiness.org/~media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB14-Full-Report.pdf>

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

http://afrik4r.org/wpcontent/uploads/2017/05/CaseStudy3_NigeriaPolicyResponsetoYouthUnemployment.pdf



Etude de cas 4: Emploi des jeunes par le développement de l'agriculture :

le cas du Malawi

Contexte

La jeunesse africaine est confrontée à un taux de chômage élevé en raison de l'explosion démographique sans précédent des jeunes qui ne cadre pas avec les opportunités d'emploi. L'entrepreneuriat a été identifié comme solution à l'emploi ; toutefois sans financement adéquat il n'a pas de sens. À titre d'exemple, bon nombre de pays font la promotion de l'entrepreneuriat mais l'enveloppe consacré aux projets reste très maigre. En outre, les banques commerciales demandent des garanties contre crédit, ce qui désavantage beaucoup de jeunes car n'ayant pas des biens de valeur pour cela.

Le gouvernement du Malawi, en accord avec ses partenaires au développement, a formulé une approche du secteur de l'agriculture (ASWAp) visant à accroître la productivité agricole, réaliser 6 % de croissance annuelle du secteur, améliorer la sécurité alimentaire, diversifier la production alimentaire afin d'améliorer l'alimentation des ménages et accroître les revenus agricoles des populations rurales (GoM, 2011).

ASWAp a intégré les questions d'autonomisation en vue de renforcer les capacités des jeunes, des femmes et des hommes à contribuer au développement agricole. C'est dans ce cadre que la

présente étude prend les exemples du projet d'irrigation de la vallée de Bwanje (BVIS) au Malawi afin de souligner comment les programmes de développement agricole réduisent le chômage des jeunes en milieu rural. L'étude de cas sert à montrer certaines de ces opportunités dont les jeunes peuvent tirer profit face au taux élevé du chômage. La présentation de l'étude devrait motiver beaucoup de jeunes ayant accès à la terre à investir dans le développement agricole.

Activités et résultats

Les jeunes récoltent en moyenne vingt (20) sacs de riz et seize (16) de maïs sur quatre (4) ha. Les produits agricoles permettent à ces groupes d'avoir assez de nourriture pour toute l'année. Au Malawi, le maïs est l'aliment de base, ce qui fait que les jeunes agriculteurs vendent essentiellement leur riz aux distributeurs.

Les jeunes ayant participé au projet d'irrigation gagnent à chaque saison en moyenne 87093,063 MK (581, 41 USD) et les adultes 79 615,63 MK (473,90 USD) comme revenus agricoles tirés de la vente de leurs produits agricoles sur 0,4 ha. Ce qui devrait doubler s'ils pratiquent l'intensification des cultures.

Il a été noté également que les jeunes occupaient des positions de direction dans les comités de gestion et de commercialisation de l'eau. Ce qui permet de prendre en compte leurs avis dans le processus de développement.

Leçons apprises

Les programmes de développement agricole avec la participation des jeunes peuvent améliorer la sécurité alimentaire et leur situation de pauvreté. Les revenus accrus ont conduit à d'autres effets multiplicateurs tels que la floraison de petites et moyennes entreprises (par ex. boutiques), la construction de maisons en tôles et l'achat de bétail, etc. Il convient également de souligner que l'irrigation est l'une des stratégies d'adaptation climatique car elle permet aux jeunes de s'adapter aux effets induits par le climat tels que la sécheresse. Les interventions impliquant les partenariats avec les jeunes et les adultes par la réaffectation du même lopin de terre permettent également de réduire l'écart de l'inégalité des revenus entre ces deux (2) groupes.

Recommandations

Intégrer les politiques dans les programmes de développement agricole qui encouragent la participation volontaire des jeunes est essentiel à l'atténuation du chômage. Il convient de souligner que les jeunes ruraux ne s'aventureront pas dans des emplois informels ou migrer vers les centres urbains s'ils se rendent compte qu'ils peuvent s'installer à leur propre compte et avoir des revenus accrus grâce au secteur agricole. La promotion de l'agriculture moderne a un potentiel considérable de création d'emplois et de richesses et pourrait absorber bon nombre de jeunes qui migrent vers les centres urbains. La disponibilité de tracteurs par exemple pour la préparation des terres amènera les jeunes à participer volontairement à ces programmes à forte intensité de main-d'œuvre. Il est également important pour les économies basées sur l'agriculture de consacrer au moins 10 % de leur budget au secteur agricole, en application du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Un tel développement sera hautement bénéfique pour la plupart des agricultures et des jeunes.

Références

GoM (Gouvernement du Malawi). (2011). Malawi Agricultural Development Sector Wide Approach. A prioritized and harmonized Agricultural Development Agenda: 2011 2015. Ministry of Agriculture and Food Security. Lilongwe.

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

http://afrik4r.org/wpcontent/uploads/2017/05/CaseStudy2_YouthEmploymentthroughAgriculture.pdf



Étude de cas 5: Eude du chômage des jeunes en milieu urbain dans les zones résidentielles de Mufakose et Mbare à Harare au Zimbabwe

Contexte

En Afrique subsaharienne, environ 60 % des chômeurs sont jeunes (OIT, 2010). L'étude sur l'évaluation de la pauvreté au Zimbabwe de 1995 (Gouvernement du Zimbabwe, 1996) a montré que les jeunes avaient le taux de chômage le plus élevé de tous les groupes d'âge. D'après le rapport 2014 de l'Agence nationale de statistique du Zimbabwe, le taux était de 11,3 % en 2013 contre 4,8 % en 2011. Un chiffre violemment contesté par les organisations civiques telles que l'Association Nationale des Organisations Non Gouvernementales (NANGO), qui indiquait dans son rapport de 2015 que le chômage formel était de 95 %, les jeunes constituant 68 % des chômeurs. L'expansion du secteur informel a été une réponse à la contraction des opportunités dans le secteur formel. L'étude de cas donne les causes et les conséquences du chômage des jeunes en milieu urbain ainsi que les différentes interventions des acteurs étatiques et non étatiques afin de tirer les leçons appropriées et formuler des orientations pour faire face à cette importante question.

Activités et résultats

Différentes formes de chômage chez les jeunes en milieu urbain au Zimbabwe ont été identifiées dans l'étude de cas. La majorité est constituée de

jeunes gens et femmes ayant terminé le cycle secondaire mais n'arrivent pas à continuer leurs études. Ils devraient être économiquement indépendants mais manquent d'opportunités d'emploi. Diverses interventions étatiques et non étatiques ont été mises en œuvre afin de s'attaquer au chômage des jeunes en milieu urbain. À titre d'exemple, le gouvernement a mis en place un fonds de la jeunesse qui aide à stimuler la création d'emplois ainsi qu'à autonomiser les jeunes par l'octroi de subventions à long terme. Le fonds est coordonné par trois (3) banques locales : la Banque Commerciale du Zimbabwe (CBZ), la Société immobilière d'Afrique centrale (CABS) et Stanbic Bank. Ces banques auraient constitué les ressources du fonds à l'intention des jeunes en milieu urbain pour des projets générateurs de revenus. CBZ a contribué à hauteur de un (1) million de dollars USD et octroie un maximum de 2000 \$ pour lancer un projet, remboursables en deux (2) ans avec un taux d'intérêt de 15 %. CABS, quant à elle, a dégagé dix (10) millions de dollars USD et octroie des prêts de 5000 \$ remboursables en deux (2) ans au taux d'intérêt de 15 %. Et enfin, Stanbic Bank a consacré vingt (20) millions de dollars USD et les demandes sont approuvées sur la base du mérite. Il n'y a pas de plafond pour le montant des prêts. Le gouvernement s'était rendu

compte également que stimuler des emplois dans l'industrie s'avérerait très difficile. Il a décidé alors d'outiller les jeunes à travers les centres de formation professionnelle. Différentes spécialités dont la menuiserie, la soudure, le sciage et l'agriculture leur sont proposées. Ces compétences sont offertes pour compléter les opportunités de financement du gouvernement à travers le fonds de la jeunesse.

Concernant les interventions non étatiques, le Conseil de la jeunesse du Zimbabwe (ZYC) joue un rôle crucial dans la réduction du fossé entre le gouvernement et les jeunes du pays. Sa mission est de remonter auprès du gouvernement les préoccupations des jeunes et le conseiller sur les stratégies d'éradication des problèmes auxquels ils sont confrontés. Des programmes ont été lancés par le ZYC afin de réduire le chômage des jeunes en les autonomisant économiquement. Le conseil a en particulier essayé de les inclure dans le programme d'« indigénisation » du pays. Divers groupes de jeunes comme le groupe dénommé *Upfumi Kuwadike* (« la richesse aux jeunes ») a été créé pour générer des opportunités.

Défis et enseignements tirés

Plusieurs défis et enseignements ressortent de cette étude de cas au nombre desquels on peut citer:

- La principale cause du chômage des jeunes en milieu urbain est leur migration excessive des campagnes vers les villes, en raison d'une

économie en décroissance depuis 1980 à ce jour ; L'incapacité du gouvernement à employer des jeunes nouvellement qualifiés est un autre facteur important. Le népotisme politique se développe au Zimbabwe avec ses effets négatifs sur les perspectives des jeunes à trouver un emploi ;

- La transformation en 2009 du dollar zimbabwéen en un système à plusieurs monnaies a eu pour conséquence la fermeture de bon nombre de sociétés et la fin de beaucoup d'activités économique d'arrière-cour qui avaient dominé le pays ;
- Concernant l'efficacité des centres de formation professionnelle, le financement a été la principale difficulté à laquelle ils ont été confrontés au terme de la formation ;
- Avec des jeunes marginalisés au plan économique, les perspectives sont insignifiantes. Les investissements sont inexistant car les quelques employés doivent prendre en charge les chômeurs. Le chômage conduit à de faibles niveaux de vie. Celui des jeunes en milieu urbain a pour conséquence l'usage de stupéfiants, la violence et autres crimes y compris la prostitution.

Recommandations

- **Le gouvernement doit impérativement revoir sa politique nationale d'emploi des jeunes.** Il doit identifier les principaux défis auxquels les jeunes sont confrontés tels que la disponibilité et la pérennité des emplois, les

droits au travail, la protection sociale, l'entrepreneuriat et le travail indépendant, l'éducation et la formation ainsi que le financement des projets ;

- **Il y a lieu d'intégrer les efforts au coup par coup du gouvernement et des organisations de la société civile.** Il est important de prioriser l'orientation professionnelle et de diffuser largement les aptitudes exigées afin de restreindre l'écart entre les compétences

produites et les exigences du marché du travail ;

- **Le gouvernement doit également asseoir une culture de l'entrepreneuriat dans les écoles et établissements d'enseignement supérieur** afin de faciliter l'emploi autonome ;
- Enfin, **la transparence dans les processus d'emploi, le renforcement des capacités pour les jeunes et le gouvernement ainsi que l'esprit d'entreprise**, devraient être essentiels.

Références

Government of Zimbabwe. (1996). Social Development Fund of Zimbabwe. Harare: Ministry of Public Service, Labour, and Social Welfare.

Raftopoulos, B., and T. Savage, eds. 2013. Injustice and Political Reconciliation. Cape Town: Institute for Justice and Reconciliation.

NANGO. (2015). Annual report of the National Association of Non-Governmental Organisation

ILO. (2010). *Global Employment Trends for Youth: August 2010*. Geneva : International Labour Office.

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Urban-Youth-Unemployment-AfCoP.pdf>



Etude de cas 6: Stratégies novatrices pour l'accroissement de l'employabilité des jeunes :

le cas du Kenya

Contexte

Trois décennies de réformes économiques et politiques en Afrique ont ouvert de nouvelles voies à l'éradication de la pauvreté et la création de richesses dans bon nombre de pays. Dans l'enseignement supérieur, de nouvelles universités publiques et privées ont vu le jour, renforçant ainsi l'accès à l'enseignement supérieur pour beaucoup qui étaient coincés en raison d'un accès limité.

Cependant, dans beaucoup de pays, des jeunes quittent l'école et le collège bien formés et dotés de compétences qui ne leur permettent pas d'obtenir du travail (BAD, 2011). L'Afrique abrite la plus jeune population de jeunes du monde avec plus de 65 % de sa population âgée de moins de 25 ans. Ce pourcentage devrait atteindre 72 % en 2045 (BAD, 2011). L'explosion démographique actuelle des jeunes se déroule plus vite en Afrique que dans tout autre continent et va s'accélérer au cours des dix (10) prochaines années (Hope Sr., 2012, Karkara, 2015).

L'étude de cas examine les causes du chômage chez les jeunes en général et les diplômés de l'école postsecondaire. L'accent sera mis sur les stratégies qui ont été mises en place afin de s'attaquer aux faiblesses de ce phénomène ainsi que sur les

programmes et projets innovants lancés au Kenya en vue d'accroître l'employabilité des jeunes.

Activités et résultats

D'après Hope Sr. (2012), les facteurs démographiques contribuent pour beaucoup au chômage des jeunes au Kenya. Les taux élevés de la croissance démographique ont produit plus de jeunes que le marché du travail ne peut absorber. Le Kenya a eu une population jeune âgée de 15 à 35 ans qui est passé de 3,3 millions en 1969 à 13,7 millions en 2009. La plupart des jeunes vivent en milieu rural ou dans les bidonvilles et les moyens d'existence dépendent des systèmes statiques de production agricole et des activités précaires du secteur informel, qui n'assurent pas des conditions de travail et des revenus décents.

Les causes du chômage des jeunes au Kenya ne sont pas différentes de celles de beaucoup de pays (africains). La disparité entre les emplois disponibles et le nombre de jeunes quittant l'école a été un facteur chronique expliquant leur recherche infructueuse d'emploi et les campagnes de recrutement décevantes par les employeurs (Johnson et Ferej, 1997). L'absence de reconnaissance internationale ou d'accréditation des cours offerts dans les établissements de formation

professionnelle officielle et informelle contribue également à l'échec des jeunes à trouver un emploi décent à l'étranger.

Les analystes des politiques basés à la BAD, l'OIT et la Banque Mondiale (BAD 2011, OIT 2011) ont suggéré plusieurs conditions requises pour faire de l'employabilité des jeunes un objectif et un but stratégique de base. En conséquence, des programmes innovants ont été lancés au Kenya en vue d'accroître l'employabilité à travers une approche holistique de formation des compétences. Lesquels programmes sont ci-dessous.

- **Un pas hors de la tour d'ivoire : programme de stage pour la promotion de l'entrepreneuriat de l'université Kenyatta (STEP):** l'initiative a adopté une démarche axée sur le problème plutôt que sur le programme. La différence entre les deux est que la première se concentre sur les multiples aspects du programme plutôt que sur un ou deux aspects. L'approche holistique consiste à donner des cours ordinaires sur la gestion et l'administration des affaires ainsi qu'un cours de trois (3) mois sur l'entrepreneuriat au cours duquel les étudiants élaborent leurs projets d'entreprise mûris dans le cadre du programme. L'initiative appuie également les étudiants pour ce qui est des fonds de démarrage de leurs entreprises (Wanderi, Kisato et Mwangi 2015) ;
- **Agriculteurs en tant qu'apprenants : Université Jomo Kenyatta d'Agriculture et de Technologie (JKUAT) :** la mission de JKUAT est de traduire les résultats de la recherche en solutions pratiques aux problèmes des agriculteurs du pays. Elle a élaboré ses

activités de recherche et de formation afin d'attirer les entrepreneurs du secteur agricole et des petites entreprises axées sur l'agriculture. C'était la première institution d'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Est à se lancer dans la recherche et la formation de communautés d'agriculteurs sur la production de bananes issues de la culture de tissus. En plus de ce programme technologique phare, JKUAT a lancé d'autres programmes visant à accroître les compétences des artisans et opérateurs des petites et moyennes entreprises agricoles ;

- **Formation professionnelle dans les quartiers pauvres : Bus de formation en informatique de Craft Silicon de Nairobi:** la formation se déroule à bord d'un bus équipé de tables informatiques et de panneaux solaires. Elle couvre les quartiers pauvres de Kibera, Mathare, Kangemi, Kawangware et Mukuru. Kibera est, en effet, le deuxième plus grand bidonville d'Afrique. La formation est offerte deux (2) jours par semaine dans chacun des quartiers et dure approximativement deux (2) heures ;
- **Formation professionnelle par les pairs : programme de stage de Digital Opportunity Trust :** le programme d'apprentissage par les pairs cible les diplômés de l'université et collège qui manifestent de l'intérêt pour l'entrepreneuriat et le changement. Ils reçoivent une formation et après l'obtention de leur diplôme, sont déployés dans leurs communautés afin de former d'autres jeunes. L'idée essentielle du programme est que les jeunes doivent être traités en tant que bénéficiaires, partenaires et leaders.

Défis et leçons apprises

Il ressort de l'étude de cas approfondie effectuée par Wanderi, Kisato et Mwangi (2015) certaines contraintes rencontrées par les étudiants. Le manque de temps est l'une d'elles, les cours étant organisés pendant la journée au moment où ils devraient être à leur lieu de travail. En outre, les participants n'étaient pas des hommes d'affaires bien établis. Ils avaient donc besoin de formation mais également de temps pour se consacrer à leurs affaires afin de joindre les deux (2) bouts. En dépit de ces contraintes et d'autres, le programme n'a cessé d'attirer de plus en plus de demandeurs et de soutien.

Ainsi, figurent ci-dessous quelques enseignements essentiels à tirer des différentes initiatives :

- **Aucun groupe de jeunes ne devrait être écarté** : les jeunes des quartiers pauvres de Nairobi se sont révélés capables d'être formés et de trouver du travail malgré leurs origines modestes. Si l'occasion leur est offerte, même ceux des zones éloignées et oubliées peuvent être transformés en travailleurs dynamiques et ingénieux ;
- **L'innovation produit encore de l'innovation** : former des jeunes dans un bus dans la rue et dans un bidonville à forte densité est novateur et créatif, stimule la créativité au sein des communautés hôtes et au niveau les stagiaires ;

•

- **L'insuffisance d'espace est un avantage en matière de formation informelle** : l'espace réduit d'un bus ou d'une mini ou micro entreprise où tout est expliqué à tout le monde et qui permet aux apprenants de copier, écouter et apprendre réciproquement facilite le travail d'équipe et la coopération.

Recommandations

- **L'emploi des jeunes peut trouver une solution par le développement novateur des talents** : les initiatives couvertes dans cette étude ont en commun de s'adresser à des jeunes ayant quitté l'école et qui ne travaillent pas. Elles sont axées sur la communauté, holistiques, avec un contenu local riche et s'attaquent efficacement aux facteurs liés à l'offre et la demande qui sont à la base du chômage des jeunes ;
- **Il faut sensibiliser la population en général sur la nécessité de former les enfants à la créativité, la persévérance, la résilience et la concurrence coopérative** car ils retiennent ses traits de caractère en grandissant ;

Les connaissances sur les TIC ne cessent d'évoluer et pour faire face aux mutations, l'éducation et la formation doivent être permanentes. Une bonne formation requiert une pratique continue ainsi que l'accès à l'ordinateur et la connexion internet.

Références

- AfDB. (2011). 'Accelerating the AfDB's Response to the Youth Unemployment Crisis in Africa' An OSHD/EDRE Working Paper Presented at the High-Level Seminar on Youth Employment and Inclusive Growth, Lisbon, Portugal, 6-9 June, 2011
- Hope Sr. K.R. (2012). Engaging the youth in Kenya: empowerment, education and employment, *International Journal of Adolescence and Youth*, 17:4 221-236
<https://www.devex.com/news/investing-in-youth-is-a-no-barrier-85699>.
- ILO (2011), *Global Employment Trends*, ILO, Geneva
- Johnson, S.D., and A. Ferej. (1997). 'Apprenticeship as Preparation for Self Employment' *Journal of Industrial/Teacher Education*, Vol.35 No.1
- Karkara, R. (2015). Investing in youth skills is no barrier on Devex. Accessed at
- Wanderi M.P, J. Kisato and G.W. Mwangi. (2015). 'University-Based Business Incubation and Entrepreneurial Training Initiatives as Interventions towards Urban Youth Employment: The Case of Kenyatta University', in P.B. Mihyo and T.E. Mukuna (Eds), *Youth Unemployment in Eastern and Southern Africa. Features, Challenges, Consequences and Cut back Strategies*, OSSREA, Addis Ababa, Chapter 15.

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

http://afrik4r.org/wpcontent/uploads/2017/05/CaseStudy9_LocalcontentyouthemploymentinKenya.pdf

THEME 2: METTRE EN BRANLE LE POTENTIEL DES JEUNES ET LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE

Etude de cas 7: Participation des jeunes à la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (GRD)

Contexte

Les jeunes sont traditionnellement perçus comme un défi au développement et souvent présentés comme un groupe homogène de « bombe à retardement » plutôt que des agents individuels autonomes, responsables de leurs actes. Cette perception est reflétée dans une certaine mesure dans les programmes d'élaboration de politiques de jeunesse qui tendent à accorder trop d'importance aux défis auxquels les jeunes sont confrontés, occultant généralement les opportunités qu'ils apportent au continent. Au cours des deux (2) décennies écoulées, un point de vue plus positif a émergé ; les jeunes sont considérés comme des « ressources » capables d'apporter des contributions précieuses à la société (Finn et Checkoway 1998, Catalano et al. 1998). Ce point de vue a été influencé par la notion selon laquelle l'accent devrait être mis sur leurs forces plutôt que leurs faiblesses. La recherche a montré que lorsque l'occasion leur est donnée de participer, les jeunes peuvent faire des contributions exceptionnelles. Le développement et la compréhension de leur participation peuvent être placés dans cette perspective, l'hypothèse sous-jacente de cette participation étant qu'ils ont une pré-

cieuse contribution à apporter tant au plan politique que social. La participation des jeunes renvoie au processus à travers lequel ils influencent et s'engagent activement dans les initiatives, décisions et ressources qui les affectent.

L'étude de cas tourne autour de l'hypothèse selon laquelle il ne s'agit plus de savoir si les jeunes devraient s'engager dans la GRD mais plutôt comment le faire au mieux. Elle cherche à éclairer les cadres stratégiques importants élaborés en Afrique et qui donnent une orientation sur la participation et l'engagement des jeunes dans le développement. En plus d'une courte discussion sur les perspectives stratégiques, le document présente trois (3) études de cas qui ont montré comment des initiatives de participation des jeunes sont adaptées dans divers endroits du monde.

Activités et résultats

- **Elaboration des politiques :** *décideurs en matière de jeunesse en Afrique du Sud*
A l'instar de beaucoup de pays, l'Afrique du Sud est l'un à avoir créé des structures

organiques de participation de la jeunesse aux processus de développement national dont la Commission nationale de la jeunesse (NYC), le Conseil de la jeunesse de l'Afrique du Sud (SAYC) et le Fonds de la jeunesse Umsombovu (UYF). Ces structures ont joué un rôle essentiel. À titre d'exemple, les organisations communautaires de jeunes ont joué un rôle central dans la défense de l'amélioration des moyens d'existence des enfants et des jeunes ;

- **Développement organisationnel :**

recrutement des jeunes en tant qu'experts, gouvernement du Kenya

Le ministère d'État chargé de la jeunesse du Kenya a été créé en 2005 afin de représenter et de prendre en charge les préoccupations des jeunes du pays. Il a procédé en 2008 à l'analyse de la situation nationale des jeunes par les jeunes, en recrutant de jeunes professionnels à travers un certain nombre de secteurs. Au terme de l'exercice, ces consultants ont élaboré des plans d'action nationaux pour chacun des secteurs, lesquels ont été incorporés dans l'exercice de planification nationale ;

- **Planification stratégique :** *les planificateurs de la jeunesse de la ville de Hampton, États-Unis*

Le conseil municipal de Hampton a formé en 1990 une coalition pour la jeunesse comme première étape vers l'engagement total des jeunes. La coalition est composée de dirigeants communautaires et d'un groupe de travail de la jeunesse de 25 jeunes. Le conseil a par la suite lancé un processus de planification stratégique de deux (2) ans en vue de créer une ville plus favorable à la jeunesse. Le processus a été couronné par l'élaboration d'un programme pour la jeunesse de la ville, adopté par le conseil municipal. La réussite de

la ville à prendre en compte les idées et préoccupations des jeunes dans sa structure décisionnelle découle de l'identification de la jeunesse en tant que ressource, en cherchant à intégrer sa contribution dans le processus de planification, développer des stratégies de coopération pour le renforcement de ses capacités, la formation à la gestion de projets ainsi qu'à lui donner de l'espace et du temps pour apporter ses idées à la planification et au développement en cours de la ville ;

- **Mise en œuvre :** *Organisation de la jeunesse africaine*

L'Organisation de la jeunesse africaine est une organisation continentale à but non lucratif dont le siège se trouve à Harare, Zimbabwe. Elle sert de plate-forme aux jeunes pour affirmer leur potentiel, énergie et imagination à faire de l'Afrique une leur d'espoir pour ses populations. À travers des programmes structurés, l'organisation mobilise des ressources et des idées afin d'outiller aujourd'hui les dirigeants de demain. Elle a conduit plusieurs consultations pour la jeunesse afin de recueillir les priorités des jeunes et faire une série de recommandations reflétant leurs valeurs et aspirations. Il convient de noter également les tables rondes consacrées à la jeunesse, en marge des forums de haut niveau, le Forum global de la jeunesse et la Conférence de la jeunesse africaine sur l'agenda post-2015 ;

- **Suivi et évaluation :** *Africa Youth Trust (AYT)*

AYT est une initiative du Parlement de la jeunesse africaine en collaboration avec d'autres groupes. Le groupe a été actif aux plans national et continental dans la promotion et la diffusion du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

(NEPAD) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) qui lui est associé et a beaucoup appris sur les besoins de la jeunesse africaine. AYT a lancé plusieurs initiatives telles que le programme « Action des jeunes contre la corruption », le projet « Faire de l'agenda 4 une réalité pour la jeunesse kényane » ainsi que le programme d'autonomisation des femmes.

Défis et leçons apprises

L'étude de cas présente quatre (4) facteurs permettant de nouer des partenariats solides et durables avec les jeunes : (i) prendre en compte la finalité et les objectifs de développement personnels et communautaires définis par les jeunes, (ii) créer un espace social et physique pour la participation des jeunes aux processus de développement, (iii) élaborer une structure de mentorat des adultes et des jeunes en vue de la réussite et la pérennité et (iv) encourager les jeunes dans l'imitation de rôles et l'appui de leur pairs dans l'action. Des stratégies essentielles à la promotion effective de la participation des jeunes aux processus de développement ont été notées : (i) prioriser et institutionnaliser la participation des jeunes aux différents contextes et pratiques qu'ils vivent régulièrement, (ii) envisager d'appuyer les organisations de jeunes maximisant des espaces de participation démocratique et (iii) stimuler un partenariat véritable avec les jeunes à l'échelle communautaire, nationale et mondiale par un appui à leur propres initiatives.

Recommandations

Concernant l'établissement de programmes, les recommandations suivantes ont été formulées :

- **Encourager la mise en œuvre de la politique de la jeunesse africaine.** La

politique de la jeunesse africaine donne une feuille de route pour la participation des jeunes au développement national. À travers cette politique, une culture novatrice peut être encouragée par des systèmes éducatifs créatifs, l'éducation à l'entrepreneuriat et l'accès au lancement d'entreprises sociales. Cette évolution doit démarrer très tôt, appuyée par les pays à travers l'accès à des outils efficaces de motivation et de développement. Par ce biais et par l'accès aux ressources, services et formation au démarrage d'entreprises, de jeunes femmes et hommes peuvent acquérir les attitudes, connaissances et compétences nécessaires permettant d'accroître leurs chances d'être des membres productifs de la société, obtenir un travail décent et acquérir des biens permettant de maintenir leur participation au développement. Des capitaux doivent également être garantis en donnant des opportunités aux jeunes en milieu urbain comme rural ;

- **Promouvoir le dialogue social.** Le dialogue social est un élément essentiel de la mise en œuvre des interventions en matière de politique pour la promotion des opportunités à l'égard des jeunes en Afrique ; toutefois, un engagement constructif de ces derniers dans les processus socio-économiques ne peut avoir lieu sans le soutien et l'accord tacite des élites politiques. Pour bon nombre de jeunes, communiquer avec les dirigeants politiques et communautaires peut être la première fois qu'ils ont rencontré des fonctionnaires ; par conséquent, préparer le terrain pour un mécanisme d'engagement multi partisan significatif est essentiel. En facilitant les activités multi partisanes, les jeunes sont tenus de travailler, collaborer et résoudre les

problèmes avec des rivaux politiques, ethniques et tribaux, en négociant de manière constructive les positions plutôt que de prendre les armes pour résoudre les conflits ;

- **Changer la méthode de participation des jeunes pour un mécanisme créatif.** Avec les progrès de la technologie et les médias

sociaux, il faut des formes créatives de participation par l'image, la musique, le théâtre, les développements numériques, l'information, l'éducation à la santé et aux stupéfiants, les projets environnementaux et les actions sociales.

Références

- Finn, J. L., & Checkoway, B. (1998). Young people as competent community builders: A challenge to social work. *Social work*, 43(4), 335-345.
- Catalano, R. F., Haggerty, K. P., Gainey, R. R., Hoppe, M. J., & Brewer, D. D. (1998). Effectiveness of prevention interventions with youth at high risk of drug abuse.

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/05/CaseStudy5_YouthParticipationinMfDR.pdf



Etude de cas 8: Solutions basées sur la téléphonie mobile en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile en Afrique :

enseignements tirés du Cameroun

Contexte

La mortalité maternelle et infantile est un sérieux problème de santé publique en Afrique où le ratio est le plus élevé du monde, estimé à 1000 morts pour 100 000 naissances (OMS, 2015). Donner naissance ou atteindre la première année pour les enfants est très risqué. En dépit des efforts de l'Initiative pour une Maternité sans Risques (IMS) et les efforts des gouvernements et partenaires internationaux dans le cadre des OMD, la mortalité maternelle et infantile reste importante. Des milliers de femmes en âge de procréation et des enfants de moins de cinq (5) ans continuent de mourir en raison de l'insuffisance de structures médicales, de pratiques traditionnelles dangereuses bien enracinées et de la gestion de ce problème. L'étude de cas présente une initiative d'Alain Nteff, un jeune entrepreneur social du Cameroun qui a lancé en 2013 le projet « Gifted Mom ». L'étude a été réalisée en passant en revue la littérature et l'information de ses interviews antérieures (entre 2013 et 2015). Elle entend montrer l'initiative et inspirer beaucoup d'autres jeunes à travers le continent. Elle est véritablement originale et offre au Cameroun et au Nigéria huit (8) services visant à améliorer l'accès des femmes enceintes et des jeunes mamans à l'information en matière de santé.

Activités et résultats

Alain Nteff s'est rendu compte de la situation alarmante de la mortalité maternelle et infantile quand il a rendu visite à son ami, le Dr Conrad Tankou. Ce dernier lui expliqua que « dix-sept (17) nourrissons sont morts de paludisme, syphilis ou chlamydia. Des infections qui auraient pu être évitées avec des systèmes de prévention ». Compte tenu de la situation, Alain Nteff décida de faire baisser ces statistiques. Il cofonda en 2014 avec le Dr Conrad Tankou Gifted Mom (<http://www.giftedmom.org>), une application qui envoie des messages aux femmes enceintes et allaitantes, leur prodiguant des conseils et leur rappelant leurs programmes de suivi de vaccination. Gifted Mom a tiré profit du taux de pénétration élevé du téléphone mobile en Afrique.

Après des années de mise en application, d'importants résultats ont été réalisés parmi lesquels :

- **Des milliers de femmes enceintes et de nourrissons ont été impactés :** à la fin de la première année (2014), environ 2100 femmes ont été impactées. Après deux (2) ans, plus de 6700 femmes enceintes et nouveau-nées ont

été enregistrées dans différents services. En outre, près de 330 000 SMS ont été envoyés aux femmes ;

- **Les services offerts par Gifted Mom ont augmenté :** le projet a grandement étendu ses services et offre aujourd'hui aux communautés huit (8) services. Gifted Mom est parti d'une simple application à une plate-forme qui donne des solutions basées sur le téléphone mobile pour l'engagement maternel et communautaire ;
- **Gifted Mom s'est agrandi au-delà du Cameroun :** ses services sont aujourd'hui disponibles aussi bien au Cameroun qu'au Nigéria avec la perspective de s'étendre à d'autres pays africains ;
- **Plus d'emplois ont été créés :** des deux (2) cofondateurs, Gifted Mom emploie actuellement treize (13) jeunes agents administratifs et techniques ;
- **Gifted Mom a mobilisé les agents de santé communautaire :** le projet a mis au point une solution mobile spéciale afin d'amener les agents de santé communautaire à lutter contre la mortalité maternelle et infantile. Environ 520 agents ont été engagés à part les étudiants en médecine et les volontaires ;
- **Reconnaissance, partenaires et investisseurs augmentent :** Gifted Mom a été reconnu par des institutions internationales et cinq (5) prix ont été décernés à son fondateur. Le projet est également en partenariat avec beaucoup d'autres afin d'étendre l'initiative.

Défis et leçons apprises

D'importantes contraintes subsistent parmi lesquelles le taux d'analphabétisme élevé et le faible accès à l'électricité. En vérité, en Afrique subsaharienne, plus d'un adulte sur trois ne sait

pas lire (Unesco, 2014), soit 182 millions d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire (Unesco, 2013). En outre, neuf (9) personnes sur dix (10) n'ont pas accès à l'électricité en milieu rural (Van der Hoeven 2013). Dans ces conditions, l'impact de Gifted Mom pourrait être limité.

Des enseignements importants peuvent être tirés de l'initiative d'Alain Nteff, et qui pourraient se traduire par l'élaboration de politiques appropriées en matière de soins de santé et des télécommunications, que sont :

- La pénétration du téléphone mobile en Afrique s'accroît, améliorant la connectivité entre les populations africaines et réduisant les distances entre les zones rurales et urbaines. D'énormes opportunités sont ainsi offertes à bon nombre d'acteurs dans différents domaines (agriculture, santé, éducation, etc.) leur permettant de diffuser facilement des informations, donner des conseils et/ou assistance ;
- La plupart des jeunes Africains estiment que l'Europe et les États-Unis d'Amérique sont les meilleures destinations pour les études et l'entrepreneuriat. Cette perception est la principale raison de la fuite des talents africains. Alain Nteff est la preuve que la jeunesse africaine peut obtenir des diplômes des universités africaines et devenir des entrepreneurs prospères. Il est resté dans son pays et contribue à résoudre des problèmes sociaux ;
- Les talents africains sont habituellement négligés par les institutions africaines mais intensément assisté par des fonds, fondations et initiatives occidentaux. Ceci pourrait expliquer l'énorme fuite des talents africains. Aux plans national et continental, les institu-

tions devraient créer des prix reconnaissant les efforts des talents africains.

Recommandations

- Le marché du téléphone mobile présente des opportunités considérables pour l'entrepreneuriat social, d'où la nécessité pour les pays africains de créer un environnement favorable. En fait, il faut certaines conditions pour tirer profit de ces opportunités. Premièrement, améliorer l'accès à l'électricité. Ceci est possible en augmentant les investissements dans le secteur énergétique et en prenant des initiatives appropriées afin de faciliter l'abonnement des ménages démunis. Deuxièmement, réduire l'important taux d'analphabétisme. Le gouvernement devrait investir davantage dans l'éducation et prendre des initiatives à même d'améliorer le taux d'inscription et réduire les abandons scolaires ;
- Mener d'importantes actions en vue de retenir en Afrique les jeunes talents. À titre d'exemple, les gouvernements pourraient créer un environnement d'affaires favorable afin de garantir la sécurité aux investisseurs privés. En outre, certaines facilités (financement, assurance, etc.) devraient être offertes aux jeunes entrepreneurs afin de les inciter à se lancer dans l'entrepreneuriat social ;
- Les talents africains doivent être reconnus. Il est important pour les dirigeants africains de créer le cadre récompensant les jeunes talents sur le continent et d'adopter des mesures en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes.

Références

- UNESCO Institute for Statistics. (2014). "Adult and Youth Literacy" UIS Fact Sheet. September 2014.
- UNESCO Institute for Statistics. (2013). Adult and Youth Literacy: National, Regional and Global Trends, 1985-2015. June 2013.
- Van der Hoeven, M. (2013). World Energy Outlook 2013. International Energy Agency: Tokyo, Japan.
<https://eneken.ieej.or.jp/data/5280.pdf>
- World Health Organization. (2015). Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2015 Estimates by WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group and the United Nations Population Division

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Reduction-de-la-mortalite-maternelle-et-infantile-par-les-TIC.pdf>

Etude de cas 9: Le système éducatif dans la croissance et la transformation de l'Afrique :

leçons apprises de UWEZO en Afrique de l'Est

Contexte

Malgré les progrès significatifs notés dans l'accroissement du nombre de filles et de garçons à l'école, les acquisitions ont été inégales et les niveaux d'apprentissage restent faibles (Banque Mondiale, 2013). Face à cette situation, les gouvernements, organisations internationales et autres parties prenantes portent leur attention sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et l'accélération de l'apprentissage.

À travers l'Afrique de l'Est, la scolarisation universelle a été pratiquement atteinte dans l'enseignement primaire. Cependant, la qualité a été une préoccupation. Seule l'évaluation des apprenants permet aux enseignants, parents et décideurs de savoir si les enseignants enseignent et que les étudiants apprennent, ce que les uns et les autres sont censés faire et que les parties prenantes de l'éducation savent s'il y a un moyen de mieux enseigner. Les pratiques efficaces d'évaluation en classe par les enseignants ont révélé des progrès de l'écart type moyen à total par rapport aux tests de connaissance externes standardisés, les élèves médiocres ayant fait les progrès les plus importants.

Depuis sa conception en 2009, UWEZO—capacité en kiswahili—a déplacé l'attention de la scolarisation vers les résultats d'apprentissage.

Partant de la littérature et des interviews des personnes interrogées, l'étude de cas examine l'approche UWEZO d'évaluation de l'apprentissage en Tanzanie, Kenya et Ouganda avec pour objectif de présenter l'approche novatrice qui a fait preuve de bons résultats dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les trois (3) pays.

Activités et résultats

UWEZO fait partie de TWaweza, une initiative indépendante de l'Afrique de l'Est qui fait la promotion de l'accès à l'information, à la capacité citoyenne d'agir et aux meilleurs résultats de la prestation de services à travers la région. L'initiative vise à améliorer les compétences en matière d'alphabétisme et de notions de calcul chez les enfants de six (6) à seize (16) ans au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, en utilisant une approche innovante du changement social par les citoyens et comptable devant le public. Chaque année, les enfants à travers l'Afrique de l'Est sont testés quant à leurs aptitudes à effectuer des tâches d'alphabétisme et de calcul de base au niveau du grade 2 (UWEZO, 2013). UWEZO se considère une partie des évaluations basées sur les ménages et conduites par les citoyens et qui visent à établir les compétences réelles d'apprentissage des enfants. Le modèle a été créé par

ASER/Pratham (Assessment, Survey and Evaluation Research) en Inde, en 2005, et a été adapté depuis au Pakistan (2009), Kenya, Tanzanie, et Ouganda (2009), Mali (2011), Sénégal (2012), et Mexique (2013).

UWEZO facilite les évaluations au niveau communautaire en fournissant des outils d'évaluation de l'apprentissage et en guidant l'application et l'administration des évaluations. Il informe et engage également la communauté autour de l'apprentissage qui a lieu dans leurs écoles. Afin d'illustrer les réalisations, UWEZO et Pratham ont élaboré un bulletin scolaire pour des groupes d'écoles et des écoles individuelles en vue de mieux informer les décideurs, parents et autres impliqués dans le développement de l'éducation autour des résultats d'apprentissage. Son travail est appuyé par des donateurs dont la fondation Hewlett, DfID (RU), Asdi, Hivos, CIFF, AJWS et la Banque Mondiale.

En terme de résultats:

- **UWEZO a stimulé la discussion autour des enjeux des systèmes éducatifs.** Au Kenya, ses résultats et leurs implications sont largement couverts par les médias comme le montre les nombreuses références dans la presse écrite et les émissions. En Tanzanie, les résultats des évaluations UWEZO ont contribué au dialogue entre protagonistes de l'éducation sur la qualité de celle-ci. Le gouvernement tanzanien a commencé à compiler ses propres outils d'évaluation, inspiré par la méthodologie UWEZO, en partie pour prouver si ses résultats sont corrects. Plusieurs membres du Parlement ont associé les résultats d'UWEZO à la création du forum parlementaire de l'Ouganda sur l'éducation de qualité. En outre, une des

personnes interrogées au ministère de l'Education a indiqué qu'UWEZO a aidé le ministère au démarrage d'un projet d'appui aux enseignants en vue d'améliorer leurs compétences pédagogiques et l'alphabétisme ;

- **UWEZO a contribué à éclairer des politiques utiles.** De par l'expérience de Twaweza des subventions forfaitaires directes et de l'argent aux enseignants, UWEZO a éclairé les politiques éducatives en Tanzanie et dans la région en combinant les incitations avec les ressources qui conduisent l'apprentissage. De plus, grâce à UWEZO, le versement à temps de la totalité du montant des subventions forfaitaires dans les comptes bancaires des écoles a guidé le gouvernement tanzanien dans sa décision de 2015 de s'engager à décaisser les subventions forfaitaires directement aux écoles.

Défis et leçons apprises

L'étude de cette expérience relate quelques défis et leçons que sont :

- S'il est évident qu'UWEZO a atteint un large éventail d'acteurs clés au plan national, sa stratégie de communication fait l'objet de critiques. Un expert des médias à l'échelle nationale a fait remarquer que la campagne de communication visant à diffuser les résultats d'UWEZO n'est ni longue ni assez intense pour susciter le débat ou l'action du public ciblé ;
- En 2014, UWEZO a conduit quatre (4) séries d'évaluation d'enquêtes dans les trois (3) pays (UWEZO 2013). Les résultats des enquêtes, à partir des trois (3) premières années, ont montré que les enfants des trois (3) pays n'apprenaient pas. Ils n'étaient pas en train d'acquérir les compétences fondamentales en matière d'alphabétisme et de calcul correspon-

dantes aux exigences des programmes officiels de leur pays ;

- Élaborer un système d'évaluation des élèves est difficile. Une évaluation ad hoc peut donner une idée de l'apprentissage et un indicateur utile de l'apprentissage et de la performance de l'élève mais une approche soutenue, systématique est essentielle pour suivre, analyser et améliorer les niveaux d'apprentissage et de performance.

Recommandations

- Les protagonistes de l'éducation de la région et de l'Afrique devraient adopter et appuyer les efforts et approches comme ceux d'UWEZO afin de s'assurer que les enfants apprennent. Cela suppose également promouvoir et accompagner une approche d'éducation basée sur des droits ;
- Il est important pour les protagonistes de l'éducation de veiller à ce que les systèmes éducatifs d'Afrique atteignent ceux que l'on ne peut atteindre—les communautés rurales et pauvres—et d'offrir une éducation de qualité à tous avec des efforts particuliers sur l'identification et l'intégration des enfants ayant quitté l'école ;

- Il est essentiel de conduire des évaluations périodiques, partager et agir sur les résultats de manière prompte. Les pays africains sont également encouragés à participer aux évaluations mondiales de l'apprentissage telles que le Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) et la Troisième Enquête Internationale sur l'Enseignement des Mathématiques et des Sciences (TEIMS). Peu de pays le font (Botswana, Ghana, Maroc, Afrique du Sud et Tunisie) ;
- L'Union Africaine et d'autres organisations régionales devraient étendre des initiatives telles qu'UWEZO à travers l'Afrique en demandant aux pays de mettre en place des structures encourageant des évaluations peu onéreuses des aptitudes d'apprentissage des enfants aux plans local, régional et national. De tels efforts pourraient aider à déterminer les interventions ou réformes stratégiques nécessaires à l'amélioration de l'apprentissage des enfants ;
- Les pays africains devraient promouvoir le financement innovant de l'éducation à côté d'efforts concrets de mobilisation des ressources intérieures en vue du financement durable de leurs systèmes éducatifs.

Références

UWEZO. 2013. Annual Plan 2014. Nairobi.

World Bank. 2013. World Bank Symposium: Assessment for Global Learning. Web article. <http://www.worldbank.org/en/events/2013/11/07/assessment-global-learning>

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/UWEZO-AfCoP.pdf>



Etude de cas 10 : Interventions en matière d'hygiène sexuelle et santé de la reproduction chez les jeunes en Tanzanie :

Résultats d'organisations de la société civile

Contexte

En Tanzanie, la population jeune (0–14 ans) constitue environ 44 % de la population et celle des adolescents (15–35) près de 35 %, d'après le recensement de 2012 (NBS 2013). L'avenir du pays dépend de la santé et du bien-être de sa jeunesse, qui a ses propres besoins d'information et de soutien, notamment au cours des années d'adolescence (10–19) qui représentent les années de transition physiologique et sociale vers l'âge adulte. C'est aussi une période possible d'expérimentation et d'initiation sexuelle associée à la vulnérabilité face aux conséquences dangereuses de l'hygiène sexuelle et de la santé reproductive. Si beaucoup d'adolescents arrivent à l'âge adulte en bonne santé, certains n'y parviennent pas et sont plus en danger face à une série de problèmes de santé y compris ceux liés à la sexualité et à la santé de la reproduction (Chandra-Mouli et al. 2013). La politique et l'environnement juridique de la santé de la reproduction des adolescents sont généralement favorables à la santé et au développement des adolescents.

L'étude de cas partage la façon dont les Organisations de la Société Civile (OSC) ont contribué à l'Hygiène Sexuelle et à la Santé de la Reproduction (HSSR) du pays. Elle démontre que ces organisations ont en réalité participé aux efforts du

gouvernement et répondu aux besoins des jeunes en matière de connaissances sur l'HSSR.

Activités et résultats

Les organismes gouvernementaux et les ONGs ont lancé des programmes et projets HSSR dans bon nombre de pays à revenu faible et intermédiaire, souvent avec l'appui d'ONGs internationales, d'agences bi- et multilatérales et des fondations privées (Chandra-Mouli et al. 2015). C'est le cas en Tanzanie où les initiatives suivantes ont été notées :

- Le projet sur les droits liés à l'HSSR des jeunes (Tuitetee - Let's Fight For It) 2010-2015, a été mis en œuvre par Amref Health Africa avec l'appui de l'ambassade de la Suède et ASDI dans trois (3) districts (Kinondoni, Ilala, and Iringa). L'objectif principal du projet était de promouvoir le HSSR auprès de 100 000 jeunes des régions de Iringa et Dar es Salaam. Il comporte quatre (4) principales composantes : plaidoyer et politique, renforcement des services SRH soucieux des jeunes, renforcement des capacités et des systèmes de santé ;
- Les plans stratégiques de Restless Development Tanzania (2007-2010 et 2011-2015), appuyés par l'ambassade de Suède à travers

l'accord global de ASDI. La stratégie 2007-2010 se focalise sur le VIH/SIDA et la SRH. L'objectif est de renforcer les rôles de leadership chez les jeunes afin de s'attaquer aux questions urgentes auxquelles leurs communautés et eux-mêmes sont confrontés. La stratégie 2011-2015 porte sur la participation civique—en veillant à ce que les jeunes soient des contributeurs importants aux processus de développement, les moyens d'existence et l'emploi qui leur permettent de prendre en main les moyens d'existence productifs et les opportunités d'emploi ainsi que les pratiques HSSR qui font la promotion de la SRH sans risques. ;

- Le plan stratégique du projet Femina Health Information, 2006-2012 travaillant avec les jeunes, les communautés et les partenaires stratégiques à travers la Tanzanie afin de promouvoir “Femina Lifestyle”, un ensemble de valeurs, d'attitudes et de comportements liés à la sexualité, la santé de la reproduction, le VIH/SIDA, l'égalité des sexes, l'autonomisation économique et l'engagement civique.

L'évaluation de ces différentes initiatives a donné les résultats suivants :

- A travers le projet sur les droits liés à l'hygiène sexuelle et à la santé de la reproduction des jeunes, les conseils municipaux de Iringa, Kinondoni, et lala ont augmenté leurs propres ressources consacrées aux services HSSR destinés aux jeunes. Les capacités ont été renforcées pour la prestation de services ainsi que la sensibilisation. Le nombre de prestataires de services, d'éducateurs de pairs a été

augmenté et les enseignants formés. Des trousseaux pédagogiques ont été confectionnées et utilisées. Les capacités organisationnelles des OSC dirigées par les jeunes ont été renforcées avec de bons résultats. La conception du projet était largement pertinente par rapport aux politiques HSSR de la Tanzanie car elle se fondait essentiellement sur les stratégies et directives nationales ainsi que les programmes nationaux (pour la formation). Les interventions ont veillé à la représentation égale des sexes dans les activités et l'accès aux services HSSR destinés aux jeunes.

- Concernant Restless Development Tanzania, les interventions au cours des périodes de mise en œuvre des stratégies ont contribué à la sensibilisation sur le VIH et les Maladies Sexuellement Transmissibles (MST) ainsi que sur les moyens de prévenir les grossesses précoces chez les jeunes élèves ou qui sont dans différents groupes d'adolescents et les jeunes adultes. Dans les écoles primaires et secondaires dotées de clubs SRH, les élèves se rencontrent dans des activités parascolaires autour des questions SRH. Les interventions se sont également intéressées aux jeunes et aux membres de la communauté qui ne sont pas directement impliqués dans ces activités ;
- Pour ce qui est de Femina, un important succès a été mise en couverture dans ses magazines, distribués plus largement que tout autre moyen de communication imprimé. Femina dispose d'un lectorat de 2,8 millions et 9,8 millions connaissent son existence. Femina a atteint les jeunes et provoquer le dialogue autour de leurs questions, soutenu par son approche “divertissement instructif”.

Défis et leçons apprises

De cette expérience, relèvent les défis et leçons apprises ci-dessous :

- Les programmes HSSR en Tanzanie ont été habituellement mis en œuvre dans le cadre des écoles, des groupes communautaires de jeunes ou directement adressés à ces derniers à travers les médias, les travailleurs de la santé et quelques parents impliqués. Il est par conséquent urgent de renforcer les capacités et aider les parents à s'impliquer et à le rester dans la vie de leurs enfants, changer leurs points de vue sur la sexualité de leurs enfants. Les interventions devraient accompagner les parents et les jeunes afin qu'ils puissent communiquer entre eux autour des questions liées au HSSR. Les programmes d'hygiène sexuelle ciblant les parents et les jeunes devraient être de grande valeur pour des comportements sexuels sans risques ;
- S'il existe une forte relation entre les moyens des institutions, les prestataires de services et les communautés dans l'offre d'information et de services aux adolescents, il subsiste une ambiguïté sur la manière de traiter à fond le HSSR et les droits dans le contexte scolaire formel ;
- Une approche multisectorielle des questions HSSR comprenant la forte participation des jeunes et des parents serait une approche unique pour encourager un environnement propice à l'offre et l'acceptation de l'éducation, de l'information et des services HSSR.

Recommandations

- Il faut davantage d'investissements afin de permettre la participation des jeunes aux

programmes HSSR et à l'évaluation de leurs avantages ;

- Faire des efforts pour comprendre et promouvoir le meilleur moyen pour les adolescents d'utiliser les nouvelles technologies en vue d'apprendre et communiquer avec leurs pairs ou des adultes de confiance sur la sexualité et le HSSR ;
- Les donateurs doivent appuyer non seulement les interventions basées sur des données probantes mais financer également les évaluations, la recherche et la diffusion de l'information ;
- La Tanzanie doit faire davantage d'efforts ciblés en matière de politique, de législation, de programmation, de recherche et de financement afin d'accélérer l'accès des adolescents au HSSR. Il faut prendre des mesures pour amender les politiques et les lois qui empêchent une éducation approfondie sur la sexualité ;
- Les jeunes constituent un groupe très vulnérable, en partie à cause de leur curiosité. Un objectif à long terme par une programmation participative serait de modifier les normes sociales, apporter un soutien communautaire et soutenir le changement de comportement chez les jeunes et leurs familles ;
- Une approche à multiples facettes devrait comprendre toutes les parties prenantes, y compris les OSC, le gouvernement, le secteur privé et les parents afin de garantir la pérennité des interventions HSSR. Ils ont tous leur rôle à jouer.

Références

- Chandra-Mouli, V., E. Mapella, T. John, S. Gibbs, C. Hanna, N. Kampatibe, and P. Bloem. (2013). "Standardizing and Scaling Up Quality Adolescent Friendly Health Services in Tanzania." *BioMed Central Public Health* 13 (579): 1-7.
- Chandra-Mouli V., J. Svaneemyr, A. Amin, H. Fogstad, L. Say, F. Girarad, and M. Temmerman. (2015). "Twenty Years after the International Conference on Population and Development: Where are We with Adolescent Sexual and Reproductive Health and Rights?" *Journal of Adolescent Health* 56 (1): 1-6.
- NBS (National Bureau of Statistics). (2013). *Tanzania in Figures 2012*. Dar es Salaam, Tanzania.

Lien Web vers l'intégralité du produit de connaissance

<http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-peoples-sexual-and-reproductive-health-AfCoP.pdf>

4. CONCLUSION

Le continent africain a connu une explosion démographique des jeunes sans précédent, laquelle représente non seulement un grand défi mais également une opportunité qui pourrait être optimisée pour une croissance économique durable et accrue. Le présent recueil soulève les questions de jeunesse et les solutions novatrices mises en application à travers le continent afin d'impliquer les jeunes dans les économies et accroître leur nombre dans la main-d'œuvre. Le document présente également différentes orientations et des déficits de capacités auxquels s'attaquer afin de faire de la question de la jeunesse une opportunité. Les orientations suivantes sont proposées visant à amener les gouvernements africains à trouver des solutions novatrices qui prennent rigoureusement en charge la question de l'emploi des jeunes.

- **Mettre l'accent sur l'intégration des jeunes dans les processus politiques aux plans national, régional et international en mettant en valeur et en renforçant les programmes existants.** Les gouvernements devraient réaffirmer leur engagement politique et financier à renforcer la participation des jeunes dans les processus décisionnels pour un plus grand équilibre des acteurs dans la participation ;
- **Accroître les moyens des différentes parties prenantes** impliquées dans la recherche de solutions au défi du chômage des

jeunes. Les interventions devraient comprendre le renforcement des capacités afin d'élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes bien ciblés et à impact sur les questions pressantes auxquelles les jeunes sont confrontés. Les gouvernements devraient également être aidés dans la création et l'appui aux partenariats avec le secteur privé afin d'améliorer la formation, l'adéquation emploi, compétences et opportunités ;

- **Mettre l'accent sur l'éducation et l'emploi des jeunes, essentiels pour tirer profit des opportunités de croissance économique associée au dividende démographique.** Lorsqu'une population connaît une baisse soutenue des taux de fertilité, le pourcentage de la population composé d'enfants décline tandis que celle des âges actifs s'agrandit. Les démographes et les économistes ont annoncé une fenêtre d'opportunité présentée par ce « dividende démographique », où la relative abondance des personnes en âge actif peut conduire à une épargne accrue, une plus grande productivité et une croissance économique plus rapide. Cependant, l'aptitude des économies à tirer parti du dividende démographique dépend essentiellement de leur investissement dans le capital humain, notamment chez les jeunes sur le point d'entrer dans la main-d'œuvre, dont la productivité, l'esprit d'entreprise et

l'innovation conduiront la croissance économique future. Si l'investissement dans le capital humain fait défaut ou si le marché du travail est incapable d'absorber les nouveaux travailleurs, l'opportunité de ce dividende démographique pourrait être perdue ;

- **Appuyer l'entrepreneuriat des jeunes afin de pousser à la création d'emplois :** l'intérêt dans l'entrepreneuriat est pertinent pour l'Afrique qui compte une proportion très élevée d'entrepreneurs par nécessité (ceux qui lancent une entreprise car n'ayant pas d'autres moyens de générer des revenus). Cependant,

l'entrepreneuriat d'opportunité est relativement rare. Pour bon nombre de jeunes en Afrique aujourd'hui, l'entrepreneuriat peut être le seul chemin viable vers des moyens d'existence durables. Ceci implique que la politique économique des pays africains devrait accompagner les entrepreneurs ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME) en tant que source de croissance économique et de création d'emplois à la fois, notamment pour les jeunes, dont la plupart restent coincés dans le secteur informel.

Annexe : MATRICE DES ETUDES DE CAS

Titre	Couverture géographique	Piliers GRD traités	Numéro de page dans le recueil	Lien Web vers l'intégralité de l'étude de cas
Evans Wadongo: A successful Kenyan young entrepreneur in energy innovations	Kenya	Leadership	5	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-Entrepreneur-Energy-innovations.pdf
Patrick Ngowi : Jeune entrepreneur tanzanien prospère en matière de solutions d'énergie solaire	Tanzanie	Leadership	9	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-entrepreneur-Clean-Energy-Tanzania-AfCoP.pdf
Analyse de la réponse stratégique du Nigeria au chômage des jeunes : Entreprise innovante des jeunes au Nigeria (YOUWIN)	Nigéria	Planification, budgétisation	12	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/05/CaseStudy3_NigeriaPolicyResponsetoYouthUnemployment.pdf
Emploi des jeunes par le développement de l'agriculture : le cas du Malawi	Malawi	Planification, budgétisation	16	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/05/CaseStudy2_YouthEmploymentthroughAgriculture.pdf
Etude du chômage des jeunes en milieu urbain dans les zones résidentielles de Mufakose et Mbare de Harare au Zimbabwe	Zimbabwe	Planification, budgétisation	18	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Urban-Youth-Unemployment-AfCoP.pdf
Stratégies novatrices pour l'accroissement de l'employabilité des jeunes : le cas du Kenya	Kenya	Leadership, planification, budgétisation	21	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/05/CaseStudy9_LocalcontentyouthemploymentinKenya.pdf
Participation des jeunes à la Gestion axée sur les résultats de développement (GRD)		Planification	25	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/05/CaseStudy5_YouthParticipationinMfDR.pdf
Solutions basées sur la téléphonie mobile en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile en Afrique : enseignements tirés du Cameroun	Cameroun	Leadership	29	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Reduction-de-la-mortalite-maternelle-et-infantile-par-les-TIC.pdf
Le système éducatif dans la croissance et la transformation de l'Afrique : leçons apprises de UWEZO en Afrique de l'Est	Afrique de l'Est	Planification, responsabilité et partenariat	32	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/UWEZO-AfCoP.pdf
Interventions en matière d'hygiène sexuelle et santé de la reproduction chez les jeunes en Tanzanie : Résultats d'organisations de la société civile	Tanzanie	Leadership, Planification, responsabilité et partenariat	35	http://afrik4r.org/wp-content/uploads/2017/01/Young-peoples-sexual-and-reproductive-health-AfCoP.pdf

Bibliographie

- ACBF. (2016). The challenge of African youth unemployment. Occasional paper No. 26, 2016. The African Capacity Building Foundation.
- African Development Bank Group, OECD Development Centre, UNDP, and UNECA. (2012). "African Economic Outlook 2012: Promoting Youth Employment in Africa." Available at: http://www.africaneconomicoutlook.org/en/in-depth/youth_employment/
- Amoros, J. E., and N. Bosma. (2013). "Global Entrepreneurship Monitor 2013 Global Report." Universidad del Desarrollo, Concepcion, Chile.
- Filmer, D. and Fox, L. (2014). Overview: Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Washington, DC: World Bank. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0
- Fox, L., Senbet, L. W., & Simbanegavi, W. (2016). Youth Employment in Sub-Saharan Africa: Challenges, Constraints and Opportunities. *Journal of African Economies*, 25(suppl 1), i3-i15.
- Garcia, M., and Fares, J. (eds.) (2010). Youth in Africa's Labor Market. Washington, DC: The World Bank.
- Honwana, A. (2012). The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa. Sterling, VA: Kumarian Press.
- ILO. (2009). Gender Equality at the Heart of Decent Work. Geneva: ILO.
- ILO. (2012). Africa's Response to the Youth Employment Crisis (Regional Report): Synthesis of Key Issues and Outcomes from Eleven National Events on Youth Employment in the African region. Geneva: ILO
- ILO. (2015) World employment and social outlook: Trends 2015 / International Labor Office. – Geneva: ILO, 2015.
- ILO. (2016). World Employment and Social Outlook: Trends for youth. International Labour Office – Geneva: ILO, 2016. ISBN: 978-92-2-131277-2
- ILO. (2008). ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, adopted at the International Labour Conference at its Ninety-seventh Session, Geneva, 10 June.
- OECD. (2012). Gender Initiative: Gender Equality in Education, Employment and Entrepreneurship, Organization for Economic Co-operation and Development, Directorate for Employment, Labor and Social Affairs, Paris.
- Okojie, C. E. E. (2003). "Employment Creation for Youth in Africa: The Gender Dimension. Expert Group Meeting on Jobs for Youth: National Strategies for Employment Promotion, 15–16 January, 2003, Geneva, Switzerland." Available at: http://www.un.org/esa/socdev/social/papers/youth_okojie.pdf
- S4YE. (2015). Towards Solutions for Youth Employment: A 2015 Baseline Report. World Bank, Washington, DC.
- UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund). (2005). Early Marriage: A Harmful Traditional Practice: A Statistical Exploration, UNICEF: New York.
- World Bank. (2008). Africa Development Indicators: Youth and Employment in Africa: The Potential, the Problem, the Promise. World Bank, Washington, DC.
- World Bank. (2014). "Unemployment, total (% of total labor force) (modeled ILO estimate)." <http://data.worldbank.org/indicator/SI.UEM.TOTL.ZS>

The African Capacity Building Foundation (ACBF)
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
T: +263-4 304663, 304622, 332002, 332014
<http://www.acbf-pact.org>

Scannez ce code QR pour
plus de publications de l'AfCoP

